

LES RÉSEAUX D'APPARTENANCE DE **COORDINATION SUD**



Instance de représentation politique du mouvement associatif français, le Mouvement associatif représente 600 000 associations au travers de ses membres, répartis en quatre composantes: coordinations, groupements, experts collectifs et mouvements associatifs régionaux. Il est présent dans douze régions de France.



Concord, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, regroupe 28 associations nationales, 24 réseaux d'ONG internationales et trois organisations membres associées représentant au total plus de 2600 ONG soutenues par des millions de citoyens et citoyennes.



Forus (anciennement Forum international des plateformes nationales d'ONG - FIP) est un réseau mondial composé de 69 plateformes nationales d'ONG et de sept coalitions régionales apportant une contribution collective majeure au développement, à la paix, à la démocratie, au développement durable et à la justice. Il œuvre au développement des capacités de la société civile en vue de garantir la participation efficace et efficiente de ses acteurs et actrices dans les négociations officielles.

SOMMAIRE

Coordination SUD en dates Coordination SUD en chiffres

page 5 **RAPPORT MORAL**





page 8 RAPPORT D'ACTIVITÉS

1. VIE ASSOCIATIVE ET RÉSEAUX D'APPARTENANCES	p. 9	Le renforcement entre pairs et la diffusion de connaissance	p. 23	Politique européenne : la rhétorique de crise l'emporte	p.36
Des réformes internes qui se poursuivent	p. 10	4. ENVIRONNEMENT FAVORABLE ET DROIT D'INITIATIVE	p. 25	Place aux jeunes! Lutte contre les changements	p. 37
Soutenir l'action des ONG à tous les échelons	p. 12	Défendre et favoriser le droit d'initiative des ONG	p. 26	climatiques : tout reste à faire Genre : une ambition française	p.38
2. ÉTUDES ET ANALYSES DE L'ONGLAB	p. 14	5. INFLUENCER LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DE		confirmée et renforcée	p.39
3. L'ACCOMPAGNEMENT DES ONG:	P	SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	p. 29	Pour une approche juste et humaine des migrations	p. 40
DU CONSEIL INDIVIDUALISÉ AU RENFORCEMENT DU COLLECTIF	p. 18	A/ Enjeux globaux Face aux urgences,		B/ Les plaidoyers sectoriels de Coordination SUD	
Un appui pour faire face aux mutations externes	p. 19	relever l'ambition	p.30	Garantir l'atteinte de l'ODD 3	44
La prise en compte du genre au sein des ONG françaises	p. 21	Vers une feuille de route de mise en œuvre des ODD	p.32	« Bonne santé et bien-être » Défendre les droits des	p. 41
Lutter contre les violences		Renouveler la politique de solidarité internationale		populations rurales du Sud	p. 42
sexistes et sexuelles	p. 22	de la France	p.33		

page 43

RAPPORT FINANCIER

	Synthèse	p.44
	Compte emplois ressources	p. 47
	Bilan	P. 48
	Compte de résultat	p. 49
	2	
		100
ION SUL		-
ordinat		
20		

page 50

ANNEXES 2018			
Annexe 1: organigramme	p.51	Annexe 6: une communication qui fait peau neuve	p. 72
Annexe 2: composition du Conseil d'administration de Coordination SUD	p. 52	Annexe 7: liste des rendez-vous extérieurs 2018	p. 73
Annexe 3: liste des membres de Coordination SUD	p. 53	Annexe 8 : bilan du Frio	p. 77
Annexe 4: les membres de	p. 55	Annexe 9: liste des publications	p. 79
Coordination SUD en chiffres	p. 57	Annexe 10 : sigles & abréviations	p. 80
Annexe 5: les espaces collectifs internes de Coordination SUD	p.59		

Coordination SUD

en dates

11 JANVIER

Agenda 2030: publication d'une note de position sur le rôle des parlementaires sur cet enjeu.

8 FÉVRIER

APD & ONG: annonce par le ministre Jean-Yves Le Drian du doublement de l'aide transitant par les ONG, Cicid.

8 MARS

Travail collaboratif: lancement de la plateforme MAIA, ouverte à toutes les organisations membres de Coordination SUD.

9 MARS

Charte « Une éthique partagée » de Coordination SUD: lancement de sa révision suite aux révélations de pratiques d'abus sexuels par des personnels employés d'ONG.

12 MARS

Etude Argent et Associations de solidarité internationale 2012-2016: présentation des principaux résultats par Coordination SUD.

22 MARS

Conférence nationale humanitaire: participation de Coordination SUD.

4 MAI

Stratégie territoriale de Coordination SUD: organisation d'un premier atelier exploratoire.

Politique de développement et de solidarité internationale: atelier d'échanges entre Coordination SUD et le député Hervé Berville sur la modernisation de la politique partenariale de la France, avant publication du rapport de sa mission, le 24 août 2018.

1 JUIN

Direction générale de la Mondialisation, de la culture, de l'Enseignement et du Développement international, MEAE: rencontre du Bureau de Coordination SUD avec Laurent Bili, directeur général.

6 JUIN

ONGLAB: première réunion du comité d'orientation stratégique.

12 JUIN

« Violences sexuelles : état des lieux et responsabilités »: 1er atelier d'un cycle organisé par Coordination SUD contre les abus de pouvoirs dans le milieu des ONG.

19 JUIN

Assemblée générale de Coordination SUD.

2 JUIN

Comment rendre plus agile ma gouvernance?: publication de l'étude et organisation d'un atelier de réflexion par Coordination SUD.

17 SEPTEMBRE

Présidence de la République française: Rencontre de Coordination SUD avec Emmanuel Macron.

20 SEPTEMBRE

Politique française de solidarité internationale: publication de la revue de l'OCDE incluant les recommandations « société civile » émises par Coordination SUD.

11 OCTOBRE

Pour une augmentation des financements publics des ONG: publication d'une version révisée et actualisée du document de position de Coordination SUD.

5 NOVEMBRE

CIT-OSC 2018-2023: lancement du nouveau cadre d'intervention de l'AFD.

12 NOVEMBRE

Direction exécutive de Coordination SUD: arrivée de Reynald Blion, succédant à Bénédicte Hermelin.

11 DÉCEMBRE

Pour une transversalisation du genre au sein des organisations de solidarité internationale : restitution et présentation de l'évaluation du projet Coordination SUD / F3E.

18 DÉCEMBRE

G7: diffusion d'un communiqué de Coordination SUD à l'occasion du lancement de la présidence française.

Coordination SUD

en chiffres

1 ONG

accompagnée sur le Madac

2 ONG accompagnées dans le cadre du Frio-Genre

> nouvelles organisations

14 sessions de formations, mobilisant **135** participants et participantes

14,8 ETP, soit 15 personnes constituant l'équipe salariée du Secrétariat exécutif

> 15 projets d'ONG cofinancés par le Frio

21 membres du Conseil d'administration dont 33 % de femmes



de travail collectifs



29 publications collectives



Plus de 100 rencontres avec les pouvoirs publics

172 organisations

membres au 31/12/2018

425 appels d'offres

publiés sur le site

982 abonnements











21555 destinataires

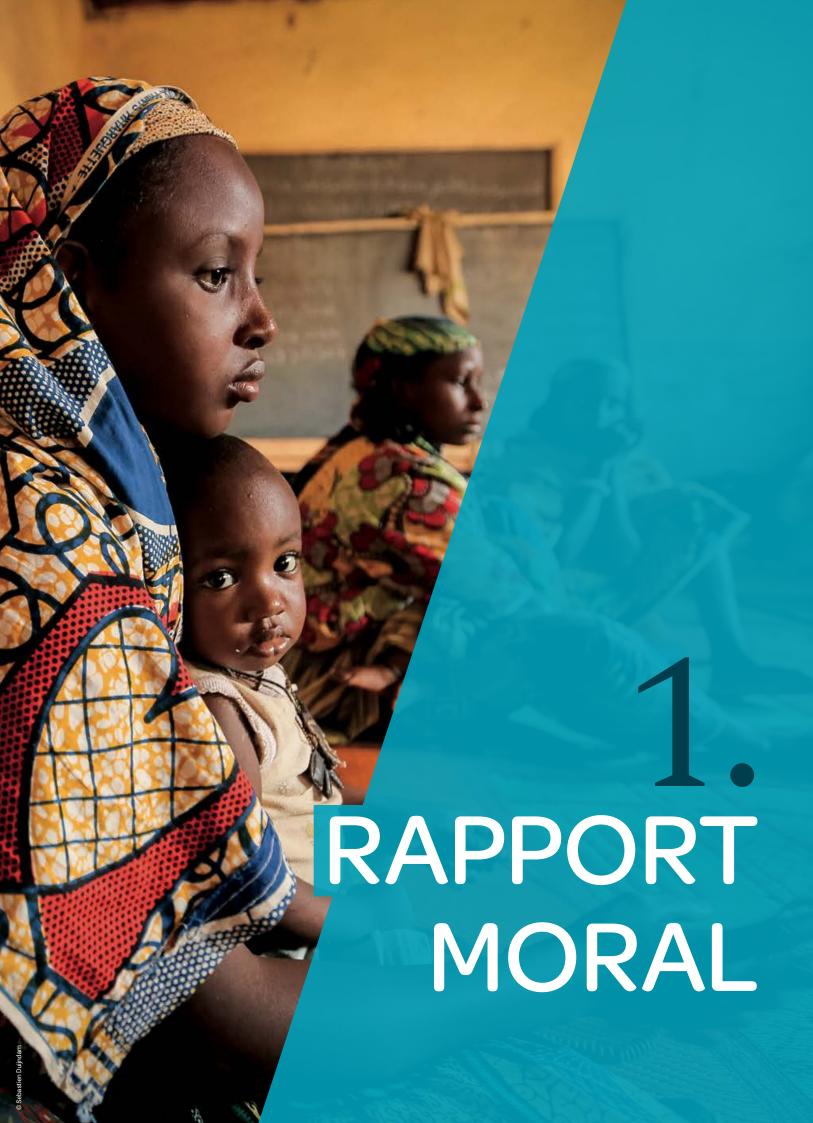
de la lettre d'information Point information

30 441 abonnements à l'alerte emploi.



Et 37250 g de café

commerce équitable écoulés dans nos tasses; merci à vous tous et toutes!



La solidarité internationale, une option? Non, une nécessité!

Début 2018, la solidarité internationale enregistre quelques avancées. Fin 2018, la dynamique marque le pas. Coordination SUD continue, sans relâche et avec exigence, à porter haut et fort l'évidence et la nécessité de la solidarité internationale.

> À quoi sert la solidarité internationale? Monde interconnecté et économie mondialisée produisent autant de richesses que d'inégalités, menacent l'environnement et excluent des populations entières. Les pays les plus touchés par les changements climatiques y contribuent le moins tout en concentrant, bien souvent, les plus grands déficits en développement humain, social, économique ou institutionnel. De ce fait, l'aide publique au développement (APD) doit être une contribution solidaire des pays riches, pour beaucoup ayant un passé et un passif avec les pays les moins avancés et nécessaire pour réparer toutes ces injustices. Reposant sur divers motifs (moraux, philosophiques, politiques, etc.), la solidarité internationale part du constat que le monde ne pourra survivre et durer avec un accroissement conjugué de la pauvreté, des

inégalités et des périls environnementaux. Elle est soutenue, de ce fait, par une opinion publique lucide sur l'interdépendance de ces défis1. La solidarité internationale n'est plus une option! Elle est une nécessité pour des relations internationales au service de la paix, de la stabilité et de la soutenabilité du monde.

Cette nécessité motive les ONG membres de Coordination SUD, mobilise des dizaines de milliers de personnes (salariées, bénévoles, etc.) et des centaines de milliers d'autres, soutiens notamment financiers, de nos actions. Elle est au cœur de nos partenariats avec les sociétés civiles à l'étranger et traduit une conscience partagée de notre destin commun. C'est pourquoi Coordination SUD exige une politique de solidarité internationale ambitieuse et portée au plus haut dans l'agenda politique.

En 2018, d'importants jalons ont été posés. Fin 2017 et début 2018, via le Conseil national pour le développement (CNDSI), Coordination SUD a nourri le Comité interministériel pour la Coopération internationale au développement (Cicid) de février 2018. Elle a alerté sur les déséquilibres de la coopération française pour le développement qui se retrouvent, notamment, dans la faible lisibilité des objectifs et de la programmation budgétaire de cette politique, ses ambitions limitées en termes de moyens et la très faible part des dons dans l'APD bilatérale; cette faible part expliquant que secteurs sociaux, pays les moins avancés, aide humanitaire française ou actions de la société civile2 restent les parents pauvres de l'APD française. Coordination SUD a rappelé que l'efficacité de l'aide repose sur la capacité des pou-



Cette nécessité motive les ONG membres de Coordination SUD.

voirs publics et des parties prenantes liées à sa mise en œuvre à garantir la cohérence entre politiques, stratégies d'action et objectifs de cette aide.

Car il ne peut être reproché à la solidarité internationale de ne pas réduire les inégalités ou la pauvreté du monde paysan en Afrique quand politiques commerciales et accords économiques le fragilise. Car l'APD liée à la lutte contre les risques climatiques n'a de sens que si nos pays engagent des politiques résolues de transition écologique. Car l'aide humanitaire ne peut être efficace dans un pays en guerre que si pacification et règlement du conflit sont au centre de notre diplomatie. Ces exemples relèvent du principe de cohérence ; principe à rappeler constamment et à accompagner de mécanismes de contrôle et d'évaluation pour être effectif. C'est pourquoi Coordination SUD a plaidé pour une APD inscrite dans l'agenda des objectifs de développement durable (ODD) et pour que leur mise en œuvre repose sur une véritable feuille de route nationale. Seuls les ODD offrent une perspective de long terme et autorisent l'articulation entre politiques sectorielles, politiques transversales et jeux des acteurs publics et privés.

Ces alertes, rappels ou plaidoyers ont-ils été entendus ? En partie. Secteurs sociaux, égalité de genre, urgences humanitaires et climatiques font partie des priorités affichées dans les conclusions du Cicid début 2018. Ces conclusions mentionnent pour 2022, l'objectif de 0,55 % du RNB dédié à l'APD, une augmentation deux fois plus rapide de la part de dons, une multiplication par trois de l'aide humanitaire et par deux de l'APD transitant par les ONG. Elles actent, enfin, l'élaboration de

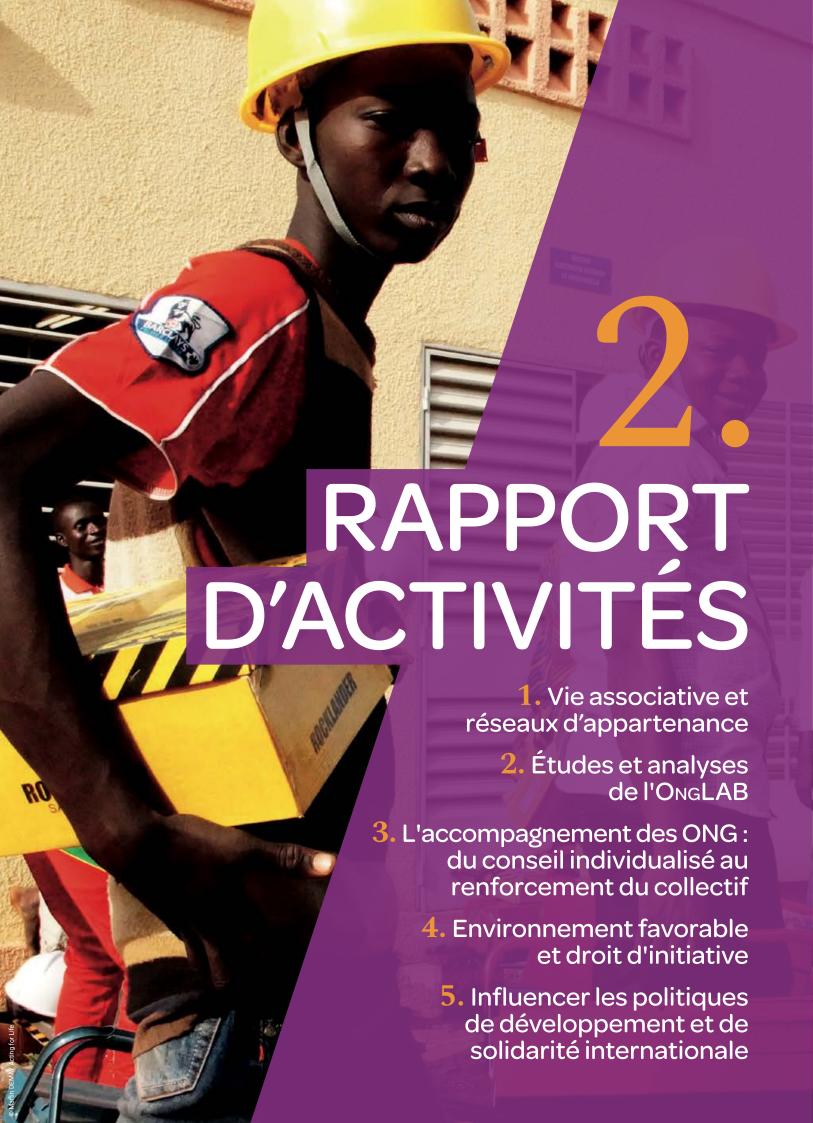
la feuille de route française de mise en œuvre des ODD et l'adoption d'une loi pour le développement et la solidarité internationale avec, cette fois, une programmation budgétaire.

Ces actes doivent être suivis d'effet! La loi reste à finaliser et les moyens à préciser. Si la croissance de l'APD est engagée, son rythme reste trop lent au regard de l'objectif de 0,55 %. Les initiatives en faveur des dimensions citoyenne et partenariale voulue pour cette politique³ demeurent faibles. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale représente 0,03 % de l'APD et les engagements pour la coopération non gouvernementale sont imprécis, insuffisants et sans trajectoire définie. La suite, ce qui est très inquiétant, reste floue! La dynamique du début de quinquennat a marqué le pas fin 2018. Annoncée pour le printemps 2019, la nouvelle loi ne sera adoptée, au mieux, qu'en fin d'année. L'élaboration de la feuille de route sur les ODD a été entamée en 2018 mais n'est portée dans aucun débat public!

Le mouvement social, engagé fin 2018, a pu peser sur le passage au second plan des questions internationales. Mais ses préoccupations sontelles si éloignées de tous ces sujets ? Fin du mois et fin du monde participent d'une même équation. Les fractures dans notre pays font écho à celles du monde. Ainsi, la solidarité internationale doit être une composante essentielle des réponses futures. Coordination SUD continuera de porter haut et fort et sans relâche ce message, cette évidence, avec pédagogie et exigence.

> Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

- Près de huit Français·e·s sur dix sont favorables au soutien des pays en développement et plus de 2/3 à une hausse du budget de la politique de développement, AFD/CSA, Baromètre AFD/CSA 2019 : Les Français et la politique d'aide au développement, Paris, Avr. 2019.
- ² En 2017, la part moyenne de l'APD bilatérale transitant par les ONG des pays de l'OCDE est estimée à 15 %; en France, cette même part, toujours en 2017, atteint péniblement 3 % ! Cf. Comité d'aide au développement, OCDE, Aid for Civil Society Organisations, Paris, Janvier 2019.
- ² Pour mémoire, il suffit de se rappeler l'intitulé de la mission gouvernementale du député Hervé Berville et de nombre des propositions de son rapport remis fin août 2018.





1 VIE ASSOCIATIVE ET RÉSEAUX D'APPARTENANCE

DES RÉFORMES INTERNES QUI SE POURSUIVENT

En 2018, Coordination SUD a poursuivi ses réformes internes et renforcé sa vie associative. Se renforcer collectivement pour mieux anticiper et s'adapter aux enjeux à venir du secteur de la solidarité internationale restent essentiels.

GRANDIR DANS LA DIVERSITÉ

En 2018, Coordination SUD continue de grandir avec l'entrée de seize nouvelles organisations, dix d'entre elles via les collectifs membres. Plusieurs de ces organisations étaient déjà impliquées dans les espaces de travail collectifs depuis de nombreuses années: comme par exemple, Le Planning Familial, Amref Flying Doctors, le Groupe URD (voir liste complète des organisations membres de Coordination SUD p. 53 à 56). En date du 31 décembre 2018, Coordination SUD se compose de 159 membres actifs et de treize membres associés et peut compter sur la vitalité de ses collectifs.

Ces nouvelles adhésions témoignent de l'attractivité de Coordination SUD. Elles viennent enrichir sa diversité et renforcer sa représentativité du secteur de la solidarité internationale.

ONT REJOINT COORDINATION SUD CETTE ANNÉE:

Par adhésion directe:

- Amref Flying Doctors
- Éducasol
- · Le Planning Familial
- Terre & Humanisme

Viα la Coordination Humanitaire et Développement (CHD):

- Clowns Sans Frontières
- Convergences
- EliseCare
- Grandir Dignement
- Humatem

- Le Partenariat
- Les Amis des Enfants du Monde
- Planète Enfants et Développement
- Un Enfant par la Main

Viα le Cnajep:

Starting Block

Viα le Forim:

• Cosim Hauts-de-France

Membre associé:

Groupe URD

À noter que parmi ces nouveaux membres, l'arrivée du collectif associatif Éducasol, spécialisé en éducation à la citoyenneté et à solidarité internationale (ECSI), viendra sans nul doute alimenter le plaidoyer de Coordination SUD sur les enjeux d'ECSI et enrichir les travaux des commissions de Coordination SUD, par exemple, ceux de la commission Jeunesse et solidarité internationale.

LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE D'ADHÉSION

En 10 ans, Coordination SUD a enregistré une augmentation de plus de 57 % du nombre de ses membres et cette croissance se poursuit. Signe de légitimité et surtout de reconnaissance, cet essor constitue un atout indéniable pour influencer les acteurs et actrices clefs et peser sur les enjeux majeurs de l'action humanitaire, du développement et de la solidarité internationale.

L'accueil de toujours plus de membres dans un environnement en constante mutation nécessite dès lors de réinterroger la vision politique qui accompagne ces nouvelles adhésions. C'est pourquoi, après la réforme du barème de cotisation, Coordination SUD a lancé en 2018 un chantier de réflexion devant aboutir fin 2019, à une nouvelle stratégie d'adhésion. Celle-ci a pour ambition d'ancrer ces adhésions dans un pilotage politique et stratégique, renforçant au-delà du simple acte d'adhésion, l'appartenance au collectif et l'implication dans ses dynamiques. En outre, la définition d'une nouvelle procédure d'adhésion assurera une instruction des candidatures en lien avec les valeurs, les missions et les principes éthiques réaffirmés du collectif, et ce dans la recherche d'une transparence accrue.

UNE NOUVELLE CHARTE ÉTHIQUE

En 2018, la Charte éthique de Coordination SUD évolue et se recentre autour de grands principes éthiques, tenant compte des recommandations formulées par les membres lors de l'Assemblée générale de juin 2018.

Suite aux révélations faites par les médias au sujet d'abus sexuels commis par des personnels d'ONG,



Assemblée générale de Coordination SUD, Paris, le 19 juin 2018.

Coordination SUD, sur décision de son Conseil d'administration, a mandaté en février 2018 un groupe de travail ad hoc pour refondre l'intégralité de sa Charte éthique et en proposer une première mouture à l'Assemblée générale de juin. L'atelier organisé à cette occasion a permis de nourrir les échanges entre les organisations membres présentes et Coordination SUD. Il a aussi permis de faire émerger des propositions d'évolution de la Charte éthique. En particulier, les recommandations convergeaient vers un recentrage du texte autour de grands principes éthiques. Sur cette base, une seconde phase de réflexion a été menée par le groupe de travail renouvelé. Une première version du texte a été élaborée, recentrée autour de huit principes éthiques : gouvernance et vie associative, engagement citoyen, respect des personnes, indépendance, financements, partenariat équitable, amélioration continue, transparence et redevabilité. Par ailleurs, des réflexions ont également été initiées sur les modalités de suivi de la charte, en cohérence avec la définition d'une nouvelle stratégie d'adhésion pour Coordination SUD. Les travaux de révision de la Charte éthique se poursuivent toujours en 2019 avec un souci de participation et de construction collective pour aboutir à une adoption à la prochaine Assemblée générale de 2019.

ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LES TERRITOIRES?

Étroitement liée à la vie associative du collectif, Coordination SUD a acté une réflexion sur la situation des acteurs et actrices de la solidarité internationale situés dans les territoires, et ce, conformément à sa planification stratégique 2017-2022.

Un comité de pilotage dédié a été constitué et un premier atelier de travail a été organisé le 15 juin 2018 en vue d'établir un diagnostic actualisé de la situation de la solidarité internationale dans les territoires. Celui-ci a réuni des intervenants et des intervenantes

du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), de l'Agence française de développement (AFD), des collectifs associatifs, des membres de Coordination SUD et des personnes issues d'associations des territoires. Cette journée a permis de confirmer les constats et les difficultés rencontrés, par les différents acteurs et actrices de la solidarité internationale en région, dans quatre domaines :

- financier : baisse des dotations par les régions et difficultés d'accès aux financements ;
- inter-connaissance : peu de lieux d'échanges entre les différents collectifs et au sein d'un même ter-
- structurel : absence de coordination et de stratégie conjointe entre les collectifs, besoin d'une organisation nationale fédérant les acteurs et actrices en territoire, inexistante à ce stade;
- politique : soutien aux acteurs et actrices associatifs en diminution au profit de celles et de ceux du secteur privé, inconstance des soutiens du fait des alternances de majorité politique.

Partant de ces constats, Coordination SUD a poursuivi en 2018 ses réflexions sur les réponses conjointes à dessiner. Trois scénarios ont été esquissés et mis en débat au sein du comité de pilotage. Ceux-ci seront approfondis en 2019, en parallèle de la réalisation d'une cartographie des membres de Coordination SUD investis dans les territoires.

ÉTAT DES ADHÉSIONS EN 2018

Au 31 décembre 2018, Coordination SUD compte 172 membres:

membres actifs et

membres associés



Atelier Charte éthique, Paris, le 19 juin 2018.

SOUTENIR L'ACTION DES ONG À TOUS LES ÉCHELONS

Coordination SUD est investie dans plusieurs réseaux en France, en Europe et à l'international, avec respectivement le Mouvement associatif, Concord et Forus (anciennement FIP). Par diverses contributions actives, Coordination SUD entend défendre la vitalité associative et contribuer à une société civile forte dans un contexte loin d'être toujours favorable.

CONTRIBUER À UNE POLITIQUE DE VIE ASSOCIATIVE AMBITIEUSE

Coordination SUD est toujours engagée au sein du Mouvement associatif dont elle assure la présidence. La plateforme s'est mobilisée sur le chantier de la vie associative lancé par le Premier ministre, Édouard Philippe, en décembre 2017, suite à l'appel du Mouvement associatif à l'ouverture d'un véritable dialogue entre gouvernement et monde associatif. Une concertation large de ce monde associatif a été initiée et co-pilotée par la direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative (DJEPVA), le Haut-Commissaire à l'Economie sociale et solidaire et à l'Innovation sociale et le Mouvement associatif. Il s'agissait de définir le cadre et les mesures propres à fonder « une politique de vie associative ambitieuse ». Coordination SUD a participé à ces travaux menés en contribuant de diverses manières. Les discussions ont principalement porté sur la mise en œuvre d'une politique renouvelée de soutien, d'appui et d'accompagnement des associations afin qu'elles puissent mieux répondre aux mutations qui les touchent.

Parallèlement, Coordination SUD a continué de s'investir au sein du groupe de travail Accompagnement du Mouvement associatif et a participé à l'élaboration d'un guide intitulé : Mieux comprendre l'action des têtes de réseau associatives. L'objectif de ce guide visait à identifier les principales fonctions et les actions des têtes de réseau associatives et leurs évolutions au fil de leur histoire, pour une meilleure compréhension de leur utilité sociale pour leur environnement.

Comme membre du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ) qui, placé sous l'autorité du Premier ministre, a pour objectif d'accompagner l'évaluation et la mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse, Coordination SUD s'est principalement impliquée, au travers de sa commission Jeunesse et solidarité internationale, dans la construction de l'avis du COJ sur le service national universel, remis au Premier ministre en mars 2018.

Enfin, Coordination SUD a contribué fortement à la réforme de la gouvernance des instances du Mouvement associatif; réforme débutée en 2017. Plusieurs séminaires d'échanges et travaux en CA ont été menés, tout au long de l'année, pour impulser une dynamique d'ouverture et d'élargissement des modalités d'adhésion au Mouvement associatif.

UNE PLACE CONSOLIDÉE DANS L'ENVIRONNEMENT EUROPÉEN

Coordination SUD a poursuivi son engagement dans Concord, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement.

Coordination SUD siège au Conseil d'administration de Concord et mobilise son équipe salariée et ses membres dans le suivi des thématiques prioritaires: l'Agenda 2030, les migrations, le financement du développement, l'environnement favorable pour les ONG et, enfin, l'éducation à la citoyenneté.

En 2018, Coordination SUD s'est tout particulièrement investie dans deux groupes de travail ad hoc créés par Concord au cours de l'année. Le premier portait sur le suivi du prochain Cadre financier pluriannuel (CFP), soit l'outil budgétaire de l'UE pour la période 2020-2027. Réunissant des experts et expertes engagés, ce groupe a produit plusieurs notes d'analyse, ainsi que des contributions concrètes aux textes négociés par les institutions européennes. Coordination SUD a suivi de près ce processus, participant à la définition des analyses et des positionnements collectifs et les relayant au niveau français.

Le deuxième groupe constitué s'est concentré sur l'élection des membres du Parlement européen de



Assemblée générale de Concord, Bruxelles, le 15 mai 2018.

mai 2019. Cet espace a permis de partager les analyses et les activités de chaque plateforme nationale en amont du scrutin et de réfléchir ensemble aux grands sujets qui traversaient les débats et les projets électoraux. Coordination SUD a contribué aux discussions et a partagé les informations sur sa campagne de plaidoyer. Au titre des publications pour 2018, le traditionnel Aidwatch report, qui analyse la quantité et l'efficacité de l'aide européenne, a été assorti de deux notes annexes; l'un portant sur les liens entre aide publique au développement (APD) et sécurité et l'autre sur APD et migrations. Ces notes mettent en lumière une tendance marquée et à l'œuvre dans la politique de développement européenne de nos jours, à savoir l'instrumentalisation de l'aide à des fins sécuritaires et de lutte contre les migrations. Ces enjeux, avec des approches et des préoccupations diverses, ont été présents de manière transversale dans les analyses et les travaux de Concord tout au long de l'année 2018. Coordination SUD a relayé ces outils dans ses espaces de travail et intégré ces réflexions dans son plaidoyer.

COORDINATION SUD RESTE MOBILISÉE AU SEIN DE FORUS

Notre plateforme reste active au sein de Forus (anciennement Forum international des plateformes nationales d'ONG - FIP). Jean-Marc Boivin, administrateur de Coordination SUD, a été élu au poste de trésorier au sein du Bureau, en remplacement de Bénédicte Hermelin, ancienne directrice exécutive, au cours de l'Assemblée générale de Forus de septembre dernier au Chili.

Forus poursuit sa triple mission de 1/ renforcement des capacités de ses 69 membres, plateformes nationales d'ONG, représentant quelques 22 000 ONG, 2/ promotion des échanges de bonnes pratiques et, enfin, 3/ influence nationale, régionale et internationale.

Les objectifs du développement durable supposent un engagement sans faille et une reconnaissance

du rôle majeur que jouent les organisations de la société civile, les ONG en particulier, pour préserver et consolider leurs actions à tous les niveaux, en particulier opérationnel et politique.

Cela est d'autant plus important au moment où les effets des changements climatiques sont sources de tensions. De plus, les plans de lutte contre le terrorisme, les restrictions mises en place par de nombreux États contre les mouvements migratoires internationaux liés aux conflits ou à la pauvreté sont autant de facteurs aggravants. Sous couvert de volonté politique de pacifier le monde, la liberté d'action des ONG se trouve fortement restreinte dans de nombreux pays. Le rétrécissement de l'espace accordé à la société civile se confirme drastiquement partout dans le monde, avec la montée des populismes et des nationalismes tant en Europe, qu'en Amérique latine, en Afrique ou encore en Asie.

Pour assurer la consolidation de sa mission. Forus est activement mobilisé pour diversifier ses sources de financements institutionnels (aujourd'hui essentiellement français et européen). De nombreuses démarches sont en cours dans différents pays pour sensibiliser et mobiliser de nouveaux bailleurs de fonds étatiques et privés.



Assemblée générale de Forus, début septembre, au Chili.



2 ÉTUDES ET ANALYSES DE L'ONGLAB

ÉTUDES ET ANALYSES DE L'ONGLAB

Actée par la planification stratégique 2017-2022, l'ONGLAB est la nouvelle mission de Coordination SUD dédiée au décryptage des évolutions en cours dans le secteur de la solidarité internationale. Soutenue par l'AFD et la Fondation de France, elle vise à accompagner les ONG dans leurs nécessaires mutations et adaptations que peuvent générer ces évolutions, et ce $vi\alpha$ la production d'analyses.



Pour accompagner les ONG dans leurs analyses des évolutions du secteur, l'ONGLAB entend proposer différents types de productions:

- Des études d'intérêt général portant sur :
 - → la structuration des ONG et les évolutions de leurs pratiques ;
 - → les enjeux de plaidoyer et la promotion d'un environnement favorable:
 - → les dimensions prospectives de l'évolution du secteur.
- Des ateliers de réflexion et d'échanges de pratiques ;
- Des notes de décryptages qui, dans un format synthétique, apporteront un éclairage sur divers sujets issus du travail et de la réflexion des différents espaces collaboratifs de Coordination SUD; ces notes participeront de la collection Les Notes de Sud.

Cette mission étant récente, l'année 2018 a été dédiée à la définition de son fonctionnement, la constitution de son comité d'orientation stratégique ainsi que le lancement de ses premiers travaux.



Atelier de présentation de l'étude Comment rendre plus agile ma gouvernance ?, Paris, le 2 juillet 2018.

L'IDENTIFICATION DES INNOVATIONS DU SECTEUR

Un comité d'orientation stratégique composé de membres de Coordination SUD puis d'experts et expertes externes permet d'identifier les grands enjeux prioritaires à approfondir et les problématiques soulevées.

Ses membres ont, alors, pour mission de :

- pré-identifier les enjeux et sujets prioritaires à traiter pour les ONG;
- proposer des sujets d'étude ;
- problématiser les sujets retenus et en préciser le périmètre ;
- apporter un éclairage critique aux productions réalisées;
- · synthétiser ces propositions et les présenter au Conseil d'administration de Coordination SUD pour amendement et validation.

Ce travail s'effectue dans une recherche de subsidiarité avec les travaux conduits au sein d'autres observatoires du secteur : Observatoire des engagements volontaires et solidaires à l'international (France Volontaires), Observatoire des questions humanitaires (IRIS), Observatoire des sous-munitions (Handicap International), etc.

Les sujets sont identifiés via les espaces de travail collectifs de Coordination SUD (commissions, clubs métiers, groupe de travail qualité, comité de décision du Frio, etc.). L'équipe du Secrétariat exécutif joue un rôle de transmission avec le comité d'orientation stratégique, en repérant les thèmes récurrents animant les espaces de travail collectifs de Coordination SUD. Les membres peuvent aussi proposer directement des sujets.



Atelier de présentation de l'étude : Comment rendre plus agile ma gouvernance, Paris, le 2 juillet 2018.

Clubs

métiers

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Comité décision

Frio

Groupe

Qualité

Commissions

plaidoyer

LES ACTIONS MENÉES DANS LE CADRE DE L'ONGLAB EN 2018

DU CÔTÉ DES ATELIERS...

Deux ateliers de réflexion ont été organisés en 2018, soit :

- L'atelier-débat « Analyses croisées sur le fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique » du 5 avril 2018 a réuni une représentante du Service d'action extérieure de l'Union européenne, une eurodéputée, un représentant du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et des représentants et représentantes d'ONG;
- À l'occasion de la sortie de l'étude, Comment rendre plus agile ma gouvernance, et suite à la restitution de cette dernière, un atelier d'échanges et de réflexion a été mené avec les ONG présentes autour des trois enjeux suivants : 1/ le décentrage des gouvernances vers les acteurs et actrices du Sud et les terrains d'intervention, 2/ la pérennisation de la mission de l'association par son adossement à d'autres formes de gouvernance (fonds de dotation, fondations, SARL, etc.) et 3/ l'articulation entre personnes élues et salariées pour des formes de collaborations originales. Il s'agissait, ainsi, de partager les difficultés rencontrées et les

solutions apportées par chaque organisation autour de ces axes spécifiques.

DES NOTES D'ANALYSES ET DE DÉCRYPTAGE

- La participation au rapport de Concord, Partenariat ou conditionnalité? Analyse des pactes migratoires et du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique - participation à la rédaction et traduction en français, en février 2018:
- La publication Notes de SUD n°16 « Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique : l'approche française », en mars 2018.

DEMANDEZ LES ÉTUDES DE L'ONGLAB!

• Étude Argent & associations de solidarité internationale 2012-2016.

Document de référence, cette enquête permet depuis trois décennies de mettre en lumière le paysage financier en constante évolution des associations françaises de solidarité internationale. Cet outil présente l'origine et l'utilisation des ressources. Il offre à la fois une photographie et une analyse fine du secteur, utiles pour comprendre la situation réelle et enrichir les stratégies associatives futures. Menée par Coordination SUD, en collaboration avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'Agence française de développement (AFD), cette étude vise à mesurer le poids du secteur au travers de l'analyse de l'évolution des ressources et des dépenses des associations de solidarité internationale (ASI) françaises. Cette nouvelle édition porte sur un panel de 133 ASI répondantes. Cette nouvelle édition se situe dans la continuité des enquêtes menées successivement par la Commission Coopération-développement (1986-2005) et Ritimo (2006-2011).

- Localisation de l'aide : plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés, une nouvelle étude en cours. Lancée au second semestre 2018, son objectif est d'offrir un cadre de réflexion sur le sujet aux membres de Coordination SUD au regard du contexte actuel. Trois questions principales structurent celle-ci dans une suite logique:
- → la localisation, quel cadre conceptuel et sémantique?
- → la localisation en pratique sur le terrain?
- → l'impact de la localisation sur les ONG françaises et sur l'ensemble du secteur.

L'emphase sera mise essentiellement sur les deux premières questions, les contributions existantes restant moindres sur ces volets et nécessitant d'être étayées. Il s'agira également de faire émerger les limites et les ambiguïtés du discours actuel autour de la localisation de l'aide et de montrer ce que vient bousculer la localisation dans l'ordre établi (sortie prévue en juillet 2019).

Voir la liste complète des publications de Coordination SUD, annexe 9, p. 79.



Atelier de restitution de l'étude Argent & associations de solidarité internationale, AFD, Paris, le 12 mars 2018.



3 L'ACCOMPAGNEMENT DES ONG: DU CONSEIL INDIVIDUALISÉ AU RENFORCEMENT DU COLLECTIF

UN APPUI POUR FAIRE FACE AUX MUTATIONS EXTERNES

Pour se développer, innover ou parfois pour survivre, les ONG doivent anticiper les évolutions et intégrer le changement, dans un processus d'adaptation permanent. C'est à ces conditions qu'elles pourront porter leur projet associatif, mener à bien leurs missions et être plus efficaces dans leurs actions. Pour cela, Coordination SUD propose différents types d'accompagnement.

UN CONSEIL INDIVIDUALISÉ **SUR DES BESOINS** STRATÉGIQUES RÉCURRENTS

Le Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Frio) continue d'œuvrer aux côtés des ONG françaises en vue de soutenir leurs capacités de transformation et de les accompagner dans leurs questionnements variés sur leurs caractéristiques culturelles, leurs rôles, leurs stratégies d'intervention, leurs modèles économiques ou encore leurs fonctionnements internes.

Ainsi, ce sont les très petites ONG (cinq) et les petites ONG (cinq) qui bénéficient majoritairement du dispositif en 2018 ; deux ONG sur trois y ont accédé pour la 1re fois.

À l'image des années précédentes, les besoins de renforcement des ONG en 2018 portent sur l'appui à la réflexion stratégique et son opérationnalisation, que ce soit pour la définition ou la révision de projets associatifs ou encore la construction de plans stratégiques (un projet sur trois en 2018).

Pour autant, de nouveaux besoins émergent avec un premier projet de renforcement portant sur la mise en conformité vis-à-vis du Règlement général sur la protection des données (RGPD), entré en vigueur en mai 2018, ainsi que sur l'intégration des principes de protection des données sensibles, plus globalement.

Par ailleurs, le dispositif Frio a continué de promouvoir l'intégration du genre dans les projets de

EN 2018, LE FRIO C'EST

- ▶ 15 ONG accompagnées et cofinancées, dont 1 ONG bénéficiaire d'un accompagnement Madac (modèle d'autodiagnostivc et d'amélioration continue) et 2 ONG bénéficiaires d'un Frio genre.
- ▶ 281 420 € engagés dans le cofinancement de projets de renforcement des ONG (hors projets genre).
- ▶ Une subvention moyenne de **23 335 €** par projet (coût total d'un projet moyen: 33 495 €).
- ▶ 62 300 € engagés dans le cofinancement de projets de renforcement genre des ONG.
- ▶ 4 comités de décision organisés.

renforcement via son fonds dédié de 2016-2018. Le projet Genre étant arrivé à échéance fin 2018, le dispositif Frio continuera de soutenir les ONG désireuses de s'engager dans cette démarche.

UNE OFFRE DE FORMATION QUI TESTE ET CHERCHE À SE RENOUVELER

Coordination SUD a mis en place cette année quatorze sessions de formation rassemblant 135 participants et participantes dont 24 % sont issues



Formation « Intégrer les méthodologies et les techniques de plaidoyer », Paris, le 29 mai 2018.

d'organisations non membres. Dans un souci d'amélioration continue, Coordination SUD a également cherché à adapter son offre de formation, en développant pour certaines d'entre elles, une approche par niveau, en vue de proposer un parcours de progression.

Par ailleurs, 2018 s'est révélée une année test où plusieurs nouvelles formations ont vu le jour suite aux résultats de l'enquête de besoins réalisée auprès des membres en 2017 et aux remontées des besoins des ONG via le Frio. Pour y répondre, Coordination SUD a élargi son programme de formation, en en proposant trois nouvelles relatives à l'axe « Stratégie et développement », portant sur les thématiques telles que : « La conduite du changement », « Faire évoluer sa gouvernance », « Comprendre les enjeux financiers de son ONG ». Bien qu'identifiées comme thématiques prioritaires par les membres, celles-ci ont dû néanmoins être annulées faute d'inscriptions. En effet, les questionnements autour de la stratégie et du développement d'une organisation demandent une certaine prise de conscience et de maturité.

THÈMES	SESSIONS	NOMBRE DE PARTICIPANT-E-S
Financements	5	54
Plaidoyer / communication	3	31
Méthodologie et outil	3	25
Ressources humaines	2	18
Stratégie de développement	1	7
TOTAL 2018	14	135

UN ESPACE DE PUBLICATION D'OFFRES D'EMPLOI QUI ÉVOLUE

Outil incontournable, pour la mobilisation de compétences, l'Espace Emploi et appels d'offres de Coordination SUD se modernise. Des améliorations sont apportées sur la définition des critères de recherche pour plus de cohérence entre les familles de métiers recherchés et les domaines d'activité. Le formulaire de publication mis à la disposition est simplifié. Des emails ou des options automatiques sont mis en place pour plus d'autonomie par les utilisateurs et utilisatrices de ce service.

LA PRISE EN COMPTE DU GENRE AU SEIN DES ONG FRANÇAISES

Initié en 2016, le projet « Pour une transversalisation du genre au sein des organisations de solidarité internationale » conçu et mis en œuvre par Coordination SUD et le F3E, s'est achevé en décembre 2018. Dans cette dernière année du triennal, l'accent a été mis sur la capitalisation ainsi que sur l'intégration du genre au sein des structures porteuses du projet.

LA CAPITALISATION. **GARANTE DU RENFORCEMENT DURABLE DES COMPÉTENCES**

Cette dernière année du programme a permis de voir l'aboutissement de plusieurs travaux de capitalisation. La collection des fiches « benchmarking » Genre permet de partager les bonnes pratiques mises en œuvre dans ce domaine. Cette année. cette collection a été enrichie de deux nouvelles fiches, sur la Colombie et le secteur sportif français. Les espaces pluripartites organisés tout au long du projet ont également donné lieu à la publication de fiches de capitalisation sur l'intégration du genre dans l'organisation, les partenariats et les relations interpersonnelles. Une nouvelle session de formation sur « l'intégration du genre dans les projets et les pratiques organisationnelles » a été organisée en 2018 en direction des ONG. Un guide d'autoformation visant à accompagner l'intégration du genre dans les sièges des organisations sera diffusé en 2019. Le dispositif Frio a, quant à lui, validé en 2018 le cofinancement de deux nouveaux projets de renforcement dédiés à la transversalisation du genre au sein des organisations.

POURSUIVRE LA DIFFUSION D'UNE CULTURE GENRE

Si des activités spécifiques visant à renforcer l'intégration du genre au sein des structures porteuses du projet ont également été mises en œuvres en 2018 (atelier de réflexion, sensibilisation des membres du Conseil d'administration, des équipes salariées et des personnes cheffes de file des commissions de Coordination SUD, etc.), pour autant la diffusion d'une culture genre reste à poursuivre et à essaimer au sein de Coordination SUD.

Ainsi, l'évaluation du programme réalisée au cours du second semestre 2018 a mis en lumière le fait que



Atelier de restitution du projet Genre, Paris, le 12 décembre 2018.

le projet a répondu à un besoin réel des organisations en contribuant à rompre l'isolement des personnes en charge du genre et en apportant des solutions opérationnelles aux difficultés liées à l'intégration du genre, que ce soit au sein tant de l'organisation que des projets. Il a également permis d'impulser un changement culturel visant à faire prendre conscience des lacunes et des résistances liées à ce sujet.

Attentive aux recommandations issues du rapport d'évaluation, Coordination SUD poursuit la promotion de l'intégration du genre et de l'égalité femmes-hommes à travers son offre de formation. En 2018, deux nouvelles formations ont été proposées : « Valoriser la prise en compte du genre dans sa communication » et « Intégrer le genre dans sa politique de ressources humaines ». Le dispositif Frio continue d'accompagner les ONG souhaitant prendre en compte le genre à tous les niveaux de leur organisation: projet associatif, gouvernance, ressources humaines et communication. Enfin, Coordination SUD continue de se renforcer en interne à travers des temps d'échange et de partage de bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne l'animation des différents groupes de travail.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Les ONG déploient d'importants efforts pour adopter des « démarches qualité » visant à ne pas nuire par leurs interventions. Or, les récentes révélations médiatiques de violences sexuelles commises par des membres des personnels, salariés ou bénévoles, d'ONG témoignent de la difficulté pour les structures à lutter contre ces actes.

L'EXIGENCE D'UNE **ACTION COLLECTIVE**

Considérant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles comme une priorité stratégique, Coordination SUD a immédiatement dénoncé ces faits et lancé un travail de révision de sa Charte éthique (cf. p.10), et ce en vue de mieux intégrer ces enjeux et la responsabilité des organisations.

Coordination SUD a également participé au Sommet de Londres en octobre 2018. Tenu sous le slogan « zéro tolérance pour l'inaction », il a rassemblé quelques 500 acteurs gouvernementaux, de la société civile, des agences onusiennes et du secteur privé. À cette occasion, les institutions ainsi que 22 gouvernements dont la France se sont engagés en signant un document élaboré par l'agence britannique de développement DFID qui appelle à une action mondiale et coordonnée sur ces enjeux. Ces évolutions engendrent des impacts majeurs dans le secteur de la solidarité internationale, notamment en ce qui concerne l'accès à certains financements qui sera désormais conditionné aux mécanismes mis en place par les organisations pour prévenir, alerter et judiciariser les actes de harcèlement et d'abus sexuel. Pour autant, l'application de ces conditions se révèle parfois incompatible avec le cadre législatif français et européen. Coordination SUD reste donc vigilante et collabore avec le MEAE quant à la déclinaison de ces mesures dans les procédures bailleurs de l'AFD.

Coordination SUD a également initié des collaborations avec BOND (UK), Core Humanitarian Standards (CHS) ou encore l'association Stop aux Violences Sexuelles (SVS). Elle s'entoure également du soutien de l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (AADH) pour les aspects juridiques. Une collaboration entre les différentes plateformes nationales de coordination d'ONG à laquelle participe Coordination SUD a, par ailleurs, été initiée et un nouvel espace collaboratif en ligne, est envisagé. Il permettra le partage de pratiques et d'outils et assurera la cohérence des actions.

RENFORCER LES **ORGANISATIONS MEMBRES**

Lutter contre les violences sexistes et sexuelles suppose un changement culturel profond au sein même des ONG mais aussi dans des sociétés qui restent très patriarcales et/ou dans des contextes instables propices aux inégalités de genre et autres formes d'abus de pouvoir.

En plus des actions de renforcement liées à l'intégration et à la transversalisation du genre, Coordination SUD a organisé un cycle de deux ateliers à destination de ses ONG membres afin de renforcer la prévention et la réponse aux abus et aux violences sexuels et sexistes. Le premier visait à dresser un état des lieux des pratiques existantes et des besoins de renforcement des organisations puis à diffuser un socle de connaissances de base quant aux cadres législatif et juridique français, à l'impact des violences sexuelles sur les victimes et à la responsabilité de la structure employeuse. Animé par une équipe de deux avocat·e·s pénalistes, le second atelier s'est concentré sur les méthodes à suivre concernant la mise en place de procédures d'alerte au sein des organisations. Une formation spécifique et multidisciplinaire sur cette thématique sera organisée en 2019.



Atelier « Procédures de signalement et d'alerte », Paris, le 18 octobre 2018.

LE RENFORCEMENT ENTRE PAIRS ET LA DIFFUSION DE CONNAISSANCE

Coordination SUD propose l'analyse partagée des nombreux défis quotidiens ou stratégiques auxquels sont confrontées les ONG. Elle propose pour cela des clubs métiers, des groupes de travail, des ateliers et diffuse des bulletins d'information pour le renforcement des acteurs et actrices de la solidarité internationale.

Véritables communautés de pratiques entre pairs, les clubs métiers sont des espaces d'échanges et de partage d'expérience. Ils visent à la mutualisation d'outils et/ou à débattre sur des problématiques métiers propres au secteur de la solidarité internationale. Coordination SUD compte à ce jour quatre clubs métiers.

LE CLUB MÉTIER COFINAN-**CEMENTS SE RÉORGANISE**

Le club métier Cofinancements a été lancé par Coordination SUD afin d'aborder les questions pratiques liées à l'accès et à la gestion des cofinancements des bailleurs (nationaux, européens et internationaux). Il vise, ainsi, à renforcer les capacités des membres concernant le pilotage et la gestion des dossiers de cofinancement à travers la définition de bonnes pratiques, le partage d'outils et de systèmes, la définition de démarches, de procédures et de méthodologies. Le club métier s'est réuni quatre fois au cours de l'année 2018 pour aborder les thématiques liées aux nouvelles orientations stratégiques des bailleurs, à la diversification des sources de financements et aux outils de suivi de gestion financière à destination des partenaires sur le terrain. Par ailleurs, plusieurs ateliers ont été organisés en parallèle concernant l'accès aux financements américains, le dispositif I-OSC de l'AFD et l'alliance Sahel.

LE CLUB MÉTIER GESTION FINANCIÈRE FÊTE: 2 ANS DÉJÀ

Abordant les problématiques liées à la gestion financière des ONG, ce club métier composé de deux sousgroupes de travail a poursuivi sa mobilisation pour la seconde année consécutive. Le premier groupe s'est consacré à l'appui des partenaires et aux questions liées à la gestion des partenariats. Le second s'est concentré sur les outils de gestion informatiques existants pour améliorer le pilotage et le suivi budgétaires multi-bailleurs et la consolidation entre sièges et terrains. Parallèlement de nombreux thèmes ont été abordés lors de réunions plénières : les transferts



Atelier sur les financements américains. Paris, le 10 octobre 2018.

financiers en direction des pays en crise (avec l'appui de la Banque de France), la RGPD, la gestion des coûts partagés dans le cadre des contrats UE, etc. Enfin la création d'un espace de travail dédié dans l'espace collaboratif MAIA a élargi la participation à une centaine de personnes, responsables administratives et financières et comptables d'ONG, via un accès à distance. Cet espace permet désormais la diffusion d'informations, la capitalisation des travaux ainsi que des possibilités d'interaction entre membres du club.

LE CLUB MÉTIER **RESSOURCES HUMAINES**

Le club métier Ressources humaines rassemble des responsables, des personnes chargées des RH ou des directeurs et directrices d'ONG. Son objectif consiste à faciliter l'échange d'information et de pratiques, à harmoniser les compétences ou encore à favoriser la mutualisation d'outils afin d'améliorer la gestion des ressources humaines au sein des ONG. Les échanges permettent, par ailleurs, d'alimenter le plaidoyer syndical de Coordination SUD sur des questions RH spécifiques. Ce club métier s'organise en deux sousgroupes: le groupe RH 1 qui rassemble les ONG dont les effectifs siège sont inférieurs à cinquante postes équivalents temps plein (ETP) et le groupe RH 2 qui regroupe, quant à lui, les ONG dont les effectifs siège sont supérieurs ou égaux à cinquante ETP. En 2018, les groupes se sont réunis quatre fois pour aborder

Les échanges permettent (...) d'alimenter le plaidoyer syndical de Coordination SUD.



ATELIERS « QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL »

Née en réponse aux risques psychosociaux, la qualité de vie au travail fait le lien entre santé, bien-être et performance collective des organisations. Un enjeu déterminant pour les structures, en particulier en pleine transformation. Ainsi, Coordination SUD a organisé en 2018, en collaboration avec le cabinet de conseil Sens et Idées, un cycle de deux ateliers sur la prévention des risques psychosociaux et la prise en compte de la qualité de vie au travail au sein des ONG. Une

dizaine d'organisations membres a pu appréhender et approfondir la thématique tout en explorant des solutions durables en termes d'organisation et de management. Par ailleurs, les organisations participantes ont pu découvrir le baromètre social élaboré par Sens et Idées et expérimenté par Handicap International. Cet outil permet de mesurer l'engagement et le sentiment de bien-être au travail ainsi que les facteurs de risques pour les collaborateurs et collaboratrices et l'activité.

des thématiques liées aux politiques RH, au télétravail, à la RGPD, à la Charte éthique, au prélèvement à la source, aux différentes mutuelles, etc. En parallèle, deux ateliers sur la qualité de vie au travail ont été organisés dans le courant de l'année.

LE CLUB MÉTIER COMMUNICATION

Ce club métier réunit les personnels chargés et responsables de communication des ONG membres intéressées, soit potentiellement 200 personnes. Son objectif est de faciliter l'échange de pratiques, d'information et la mutualisation d'outils sur la communication au sein des ONG. En 2018, deux petits déjeuners de la communication ont été proposés sur l'intégration du genre dans la communication. Au total, 33 personnes y ont participé. Les principes de l'approche genre, les biais et les résistances, les questions des images et de l'écriture inclusive ont été abordés. Parmi les sujets débattus figurent l'importance d'impliquer les groupes bénéficiaires des projets, la nécessite d'évaluer ses actions ou encore la mise en place de budgets spécifiques pour former ses équipes salariées et bénévoles.

LES ESPACES DE DISCUSSION SUR LES DÉMARCHES QUALITÉ

Le groupe de travail Qualité, transparence et efficacité offre aux membres de Coordination SUD un espace de réflexion et de discussion collectif. Il favorise, d'une part, le partage et l'échange d'expériences ainsi que la diffusion d'information, dans les domaines de la qualité. D'autre part, il permet de mobiliser le collectif sur les enjeux de transparence au sein du secteur et promeut, entre autre, les outils ainsi mis au point et les initiatives prises au niveau de Coordination SUD en la matière. Plus

largement, il œuvre en faveur d'une contribution efficace des ONG au développement en participant et en relayant les débats sur ces enjeux.

Ainsi en 2018, le groupe de travail a notamment élaboré une proposition de cadre éthique sur le recours à des financements privés pour Coordination SUD, adoptée en Conseil d'administration. Il a également été associé au lancement des réflexions sur la révision de la Charte éthique de Coordination SUD, processus qui s'est poursuivi en 2018.

Parallèlement, le groupe continue de suivre le déploiement du modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue (Madac), élaboré par Coordination SUD et le F3E. La communauté de pratiques Madac, créée en 2017, s'est de nouveau réunie en 2018. Cette dernière propose d'échanger autour de la mise en œuvre du Madac, entre ONG engagées dans une démarche d'amélioration continue ou potentiellement intéressées. Collectivement, les ONG participantes sont appelées à apporter des éléments de réponse aux questions ou problématiques qu'elles rencontrent. Les échanges en 2018 ont permis d'aborder les points suivants : implication et mobilisation des parties prenantes, organisation permettant de déployer et de piloter une démarche Madac, leviers favorisant l'ancrage et la pérennité de la démarche.

L'ACCÈS AUX CONNAISSANCES **FACILITÉ GRÂCE AUX LETTRES** D'INFORMATION THÉMATIQUES

Ces lettres d'information thématiques sont réalisées par Coordination SUD et proposent une veille documentaire ainsi que des informations spécifiques visant à renforcer les ONG. En 2018, vingt Bulletins des actualités des financements et des ressources (BAFR) ont été publiés recensant les différents appels à projets, les ateliers d'information, les outils ou encore les offres de formation accessibles aux ONG françaises. Une lettre d'information RH, Les Infos RH, axée sur la RGPD et sur la réforme de la formation professionnelle, a également été diffusée.



Petit déjeuner de la com sur la communication sensible au genre, Paris, le 11 octobre 2018.

Le groupe de travail Qualité (...) offre aux membres de Coordination SUD un espace de réflexion et de discussion collectif.





4 ENVIRONNEMENT FAVORABLE ET DROIT D'INITIATIVE

DÉFENDRE ET FAVORISER LE DROIT D'INITIATIVE DES ONG

Dans un contexte de rétrécissement de la liberté d'initiative des ONG dans de nombreux pays, y compris en France, Coordination SUD s'est mobilisée sur plusieurs terrains. Ainsi, en 2018, Coordination SUD a continué de fortement s'investir pour promouvoir l'intérêt et la pertinence des ONG, comme organisations innovantes et partenaires incontournables des politiques publiques de développement, et de défendre leur accès aux financements, notamment publics.

UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS TENDU DANS LE MONDE

Coordination SUD s'est associée à la mobilisation de la campagne « *Tournons la Page* » du CCFD-Terre Solidaire suite à l'arrestation au Niger, en juillet 2018, de 23 militants et militantes. Parmi elles, des personnes leaders de la société civile condamnées à différentes peines de prison avec sursis pour attroupement non armé dans le cadre de manifestations en lien avec la loi de finances 2018. Coordination SUD a saisi par courrier le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que le Parlement européen. Cette mobilisation a abouti à la libération de quelques militants et militantes mais le contexte demeure préoccupant.

Coordination SUD s'est également associée à la confédération européenne, Concord, et à Civil Society Europe. Il s'agissait pour ces organisations d'interpeller les membres des Parlements français et européens sur les enjeux du vote du 12 septembre 2018 sur la Hongrie: violations des droits et des valeurs de l'Union européenne, restriction de la liberté de la presse, criminalisation de la société civile, immixtion du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire, non-respect du droit d'asile, etc. Le vote des parlementaires s'est fait dans le sens de la demande de la société civile: le Parlement européen a, ainsi, décidé de déclencher la procédure dite « de l'article 7 » à une large majorité, engageant un processus de sanctions envers la Hongrie.

LES ONG MISES EN CAUSE EN FRANCE

En 2018, les drames se sont succédé, Méditerranée. Des milliers de personnes migrantes ont trouvé la mort aux portes de l'Europe, tandis qu'elles espéraient y trouver un refuge.

Les États européens ont été incapables d'apporter une solution commune à cette situation, autre que celles amenant un renforcement des actions militaires. Alors que les ONG ont été bien souvent les seules à assurer une réponse humanitaire en Méditerranée, Emmanuel Macron a déclaré qu'elles faisaient le « jeu de passeurs ». Ces propos inacceptables s'inscrivent dans un contexte de criminalisation croissante des organisations portant secours aux personnes migrantes, ceci se traduisant par des mesures administratives ou judiciaires destinées à paralyser leurs actions.



Manifestation de défenseurs et défenseuses des droits humains, Hongrie.



L'Aquarius en mer Méditerranée.

En juillet 2018, Coordination SUD a adressé une lettre ouverte au président de la République, signée par plus d'une soixantaine d'ONG et des réseaux associatifs et a publié un communiqué de presse sur le sujet. En effet, les ONG opèrent dans le strict respect du droit maritime international et sont guidées par l'impératif humanitaire, un des fondements de nos démocraties.

UN PLAIDOYER SYNDICAL POUR LA PROMOTION ET LA DÉFENSE DES ONG

Coordination SUD a lancé un travail collectif qui a mobilisé différentes commissions [Financement et renforcement institutionnel (Cofri), Humanitaire, APD et financement du développement] sous l'égide des personnes en charge, au sein des instances comme du Secrétariat exécutif, du plaidoyer syndical. Ce travail a abouti début 2018 à la définition d'une trajectoire commune devant mener à un accroissement des financements publics français transitant par les ONG françaises.

Les dispositifs de financement des initiatives des ONG sont nombreux : dispositif I-OSC de l'AFD, Fonds d'urgence humanitaire du Centre de crises de soutien, dispositif volontariat du MEAE, etc. Parmi les dispositifs à l'initiative de l'État, figurent, par exemple, les appels à projets crise et post-crise de l'AFD et ceux d'Expertise France, etc.

Pour promouvoir cette trajectoire, Coordination SUD a édité un document de position en faveur d'une augmentation des financements publics des ONG françaises. Ce document présente les difficultés croissantes auxquelles les ONG font face (crises de plus en plus régulières et complexes, niveau de pauvreté croissant dans certaines régions du monde, etc.). Ce document démontre, par ailleurs, les capacités des ONG à apporter des réponses adaptées et efficaces. Il plaide aussi pour un relèvement de la

LA TRAJECTOIRE DES FINANCEMENTS PUBLICS FRANÇAIS TRANSITANT PAR LES ONG À L'HORIZON 2022

millions d'€ minimum pour les initiatives ONG

millions d'€ minimum pour les dispositifs à l'initiative de l'État.

part d'aide au développement transitant par les ONG afin que la France rejoigne la moyenne des pays de l'OCDE, en particulier de ceux à niveau économique comparable. Enfin, il présente de manière détaillée cette trajectoire en la déclinant, année par année, sur les différents dispositifs de financements concernés.

Au cours de l'année 2018, cette proposition de trajectoire a fait l'objet de plusieurs évènements internes ou externes et de rendez-vous institutionnels de présentation et de discussion (Cf. annexe 7 les rendez-vous extérieurs, pp. 73-76). Ainsi, cette proposition de trajectoire a été soumise au député Hervé Berville, chargé de la mission parlementaire sur la modernisation de la politique de développement et de solidarité internationale de la France en mai et en octobre à Jérémy Robert, conseiller du ministre Le Drian. De même, celle-ci fut présentée lors de nombreux rendez-vous et réunions de travail au sein de l'AFD. En interne, un atelier sur le dialogue relatif au cadre transversal d'intervention pour les organisations de la société civile (CIT-OSC) a été organisé en novembre.

CONSTRUIRE UN CADRE DE DIALOGUE AMBITIEUX AVEC L'AFD

Lors d'une rencontre le 28 mai 2018, en présence de Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, a été acté le lancement des chantiers consécutifs à l'adop-

RELANCE DU GROUPE DE TRAVAIL FINANCEMENTS EUROPÉENS DE LA COFRI

Ce groupe de travail s'était arrêté en 2013. Il a, depuis, repris ses activités et se réunit désormais une fois par trimestre pour analyser l'évolution des instruments financiers Devco/EuropeAid. En 2018, ce groupe a abordé les points suivants : évolution des financements dédiés aux organisations de la société civile, nouveau cadre

financier pluriannuel de l'UE, évolution des procédures des financements UE (PRAG 2018), problèmes contractuels rencontrés pour les coûts indirects, etc. Il travaille en lien avec le « hub » 3 de Concord, espace d'échanges et de réflexion dédié, notamment, aux financements européens. Dans ce cadre,

Coordination SUD a participé à une étude comparative sur l'évolution des financements publics de plusieurs pays européens en lien avec Concord et l'Université de Louvain: Donor relationships with development CSOs at a cross-roads? - a comparative study of changing funding realities in 6 European countries.1

¹ Dr. Boris Verbrugge Dr. Huib Huyse, Donor relationships with development CSOs at a crossroads? - a comparative study of changing funding realities in 6 European countries, Université de Louvain, 2018.

RAPPORT D'ACTIVITÉS



Atelier Alliance Sahel, Paris, le 8 juin 2018.

tion du nouveau CIT-OSC (2018-2023) de l'AFD. Les échanges entre la direction du Partenariat avec les organisations de la société civile et Coordination SUD ont abouti à la création de huit groupes de travail sur les thèmes suivants : 1/ Partenariat, 2/ Dispositif Initiatives OSC, 3/ Dispositifs hors Initiatives OSC, 4/ Territoires, 5/ Jeunesses, 6/ Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, 7/ Recherche et innovation et 8/ Évaluation, mesure d'impact et redevabilité. Il a été convenu que les six premiers groupes seraient prioritaires, en particulier les groupes concernant les dispositifs financiers.

Ces groupes de travail sont constitués de personnes représentant l'AFD, le MEAE, d'autres partenaires de l'AFD, des ONG membres de Coordination SUD et d'autres acteurs de la société civile. Coordination SUD a organisé, en novembre, un atelier d'information et de réflexion ouvert à l'ensemble de ses membres pour présenter le cadre de ce dialogue et établir des propositions de termes de référence pour chaque groupe de travail. Le groupe de travail Dispositif Initiatives OSC s'est réuni une première fois en décembre 2018.

ATELIER ALLIANCE SAHEL, **JUIN 2018**

En juillet 2017, la France, l'Allemagne et l'Union européenne ainsi que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour le développement ont lancé l'Alliance Sahel, une plateforme de coopération internationale visant à renforcer et à mieux coordonner les actions menées au Sahel. Le but de l'Alliance est de répondre à des enjeux prioritaires tels que l'employabilité des jeunes et l'éducation, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance, la décentralisation et les services de base, la sécurité intérieure. Depuis son lancement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Danemark ont rejoint l'initiative. Coordination SUD a facilité un atelier d'échanges, le 8 juin 2018, en collaboration avec le secrétariat de l'Alliance Sahel pour mieux informer les ONG sur cette initiative multilatérale et voir comment elles pourraient s'y associer. Bien que ses modalités de fonctionnement et de financement demeurent complexes et relativement peu accessibles aux ONG, le secrétariat de l'Alliance Sahel a réaffirmé à cette occasion sa volonté de développer les partenariats avec les ONG (diagnostic des besoins, mises en œuvre des projets au plus près des populations).

Rencontre du Conseil d'administration de Coordination SUD avec la direction générale de l'AFD, Paris, le 25 mai 2018.





5 INFLUENCER LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

A/ Enjeux globaux

FACE AUX URGENCES, RELEVER L'AMBITION

2018 a vu s'accroître les besoins humanitaires; les personnes touchées et les besoins ont doublé en cinq ans. Aujourd'hui, dans le monde, 135 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire pour un montant estimé à plus de 23 milliards de dollars. Devant cette situation, la commission Humanitaire a travaillé tant sur les financements que les réponses aux crises par pays et a maintenu son plaidoyer.

FINANCER LES BESOINS HUMANITAIRES

Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (Cicid) du 8 février 2018 a acté le renforcement de son approche globale des crises et des fragilités. Il a prévu de consacrer en 2022 une contribution bilatérale et multilatérale à hauteur de 500 millions d'euros, transitant par le Fonds d'urgence humanitaire (FUH), les agences humanitaires de l'ONU et les engagements bilatéraux tels l'aide alimentaire programmée. La question qui se pose est celle de la répartition de cette somme entre les ONG, les organisations internationales et les différentes affectations (urgence, reconstruction, stabilisation, aide alimentaire, etc.). Coordination SUD plaide pour maintenir une trajectoire de l'APD ambitieuse et cohérente sur les quatre prochaines années. Ainsi, Coordination SUD demande qu'en 2022, 10 % de l'APD soient dédiés à l'aide humanitaire et qu'un milliard d'euros de l'APD transite et soit mis en œuvre par les ONG. Pour les besoins humanitaires : les montants de l'aide revendiqués se répartissent en 40 millions d'euros pour l'aide alimentaire d'urgence, 50 millions d'euros pour le Fonds de stabilisation et 170 millions d'euros pour le Fonds d'urgence humanitaire. Pour mettre en perspective cet accroissement des moyens, le budget exécuté du FUH en 2017 était de 28 millions d'euros. Cette trajectoire témoigne d'une ambition, celle de mieux répondre aux be-

soins humanitaires existants. Le plaidoyer financier visera également la révision de la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (LOP-DSI) prévue en 2019 afin que cette loi acte une programmation budgétaire pluriannuelle.

PESER SUR LA STRATÉGIE **HUMANITAIRE FRANÇAISE**

Le 22 mars s'est tenue la 3e Conférence nationale humanitaire (CNH) organisée par le gouvernement. Coordination SUD et ses membres se sont fortement investis dans sa préparation et tout au long de l'événement. Quatre temps d'échange thématiques étaient organisés sur la localisation de l'aide, le Droit international humanitaire (DIH), le financement de l'aide et le Nexus. Les ONG membres ont contribué à l'élaboration des notes de cadrage de ces échanges en lien avec les équipes du Centre de crise et de soutien et le Groupe de concertation humanitaire (GCH). Elles ont aussi contribué à l'élaboration de la Stratégie humanitaire de la République française (SHRF). En parallèle, Coordination SUD a produit un document de position mettant en exergue plusieurs points d'alerte :

- · les violences rencontrées par les personnels humanitaires et la nécessité pour la France d'avoir un rôle actif dans la défense du DIH;
- les difficultés d'accès des populations à l'aide et la nécessité pour toutes les parties de respecter les textes internationaux;



Conférence nationale humanitaire à Paris, le 22 mars 2018



- la trajectoire en matière de financement de l'humanitaire et l'objectif de 10 % d'APD française consacrés aux besoins humanitaires;
- l'inscription de l'aide humanitaire dans une aide à long terme en lien avec l'APD allouée au développement;
- le respect des principes humanitaires et le rappel du fait que l'aide humanitaire ne peut remplacer le rôle des États dans la négociation des cessezle-feu et de la paix, ni en être otage ou instrumentalisée à des fins politiques ou militaires.

LA FEUILLE DE ROUTE DE LA **COMMISSION HUMANITAIRE**

La commission Humanitaire a tenu un atelier de travail le 31 août 2018 afin de mettre à jour ses ambitions, ses méthodes de fonctionnements et ses orientations. Cette journée a réuni des personnes chargées de plaidoyer, responsables des opérations ou encore référentes logistiques. Plusieurs points ont été mis en avant comme la nécessité de renforcer le lien entre la commission et les équipes opérationnelles, de fluidifier les échanges entre le GCH et la commission et d'améliorer les liens avec les autres plateformes d'ONG internationales. Il a été acté également la nécessité de renforcer le plaidoyer et les échanges en direction des parlementaires et de travailler sur l'avenir de l'humanitaire. Les sujets sur lesquels la commission Humanitaire travaille sont nombreux: contre-terrorisme, financement, migrations, Nexus, PSEA (Protection from Sexual Exploitation and Abuse), Grand Bargain, suivi de la mise en œuvre de la SHRF... Une priorisation et une répartition des sujets ont été suggérées. Certaines crises spécifiques ont fait l'objet de groupes de travail et d'actions renforcées (Yémen, Sahel, RCA, etc.).

UN TRAVAIL EN RÉSEAUX ÉTROIT

La commission Humanitaire est en lien régulier avec Voice, collectif d'ONG européennes humanitaires basées à Bruxelles. La plupart des ONG de la commission en sont membres. Son secrétariat a été sollicité sur des sujets concernant directement les États membres de l'UE. notamment les négociations du futur budget pluriannuel de l'Union et les relations avec la direction générale ECHO. Des liens plus

irréguliers existent avec les collectifs ICVA (Genève) et BOND (Londres) par le biais d'ONG de la commission Humanitaire, membres de ces collectifs.

Le suivi des crises pays coordonné par la commission Humanitaire s'est souvent fait en étroite coordination avec le bureau parisien de Crisis Action, qui a fait profiter les membres de la commission de ses connaissances et ses réseaux.

LE PLAIDOYER DE **COORDINATION SUD**

Coordination SUD a poursuivi ses échanges avec les représentants et représentantes de l'État, notamment au travers de sa participation au GCH, réuni cinq fois en 2018. L'ordre du jour, que les ONG peuvent désormais co-construire, porte sur les crises humanitaires en cours, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie humanitaire de la République française, le Groupe Aide humanitaire et aide alimentaire de l'Union européenne (Cohafa), les mesures liées à l'anti-terrorisme. Des groupes de travail thématiques ont également abordé en amont les questions de redevabilité et d'évaluation ainsi que celle de l'accès humanitaire aux services bancaires dans le cadre de leur mise en conformité avec les régimes de sanctions infligés à certains États concernés.

VERS UNE FEUILLE DE ROUTE DE MISE EN ŒUVRE DES ODD

Demande forte de Coordination SUD depuis l'adoption de l'Agenda 2030, la construction de la feuille de route française de mise en œuvre des ODD a été engagée par le gouvernement début 2018. Un exercice transversal, interministériel et pluripartite complexe, dans lequel nos actions de plaidoyer technique et politique se sont inscrites l'année dernière.

LES OBJECTIFS DE LA FEUILLE DE ROUTE

Suite à un plaidoyer de trois ans de différentes catégories d'organisations de la société civile (OSC), le gouvernement a acté à l'occasion du Cicid du 8 février 2018 qu'une feuille de route interministérielle de mise en œuvre des ODD devrait être rédigée d'ici 2019. Elle aura pour objectif principal de mettre en cohérence les actions de la France avec les engagements qu'elle a pris en 2015 à l'occasion des Accords de New York puis de Paris. De nombreuses pistes concrètes d'intégration des ODD aux politiques publiques ont également été proposées, notamment en les liant au budget de l'État ou encore à la fabrication de la loi. Le ministère de la Transition écologique et solidaire pilote ces initiatives.

UN DIALOGUE CONTINU AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Peu après, un comité de haut niveau sur la mise en œuvre des ODD a été constitué afin que les OSC orientent le gouvernement dans ses travaux. Coordination SUD fait partie depuis son lancement de ce comité, organisé par familles d'acteurs sur le modèle du CNDSI. Elle participe ainsi au pilotage stratégique de cette initiative gouvernementale qui a le mérite de mettre l'intégralité des ministères autour de la table pour traiter des enjeux de durabilité. Des groupes de travail plus opérationnels ont été créés pour faire avancer le chantier en concertation avec les parties prenantes. Coordination SUD s'est particulièrement investie sur la vision que la France entend porter, les moyens de mise en œuvre et de suivi à adopter, ainsi que sur la contribution générale des ONG à la réalisation des ODD.

LA CONSTITUTION DE COMMUNAUTÉS D'ACTIONS **AUTOUR DES ODD**

Parallèlement à ces travaux structurants, Coordination SUD s'est investie dans d'autres chantiers transverses, seule ou en partenariat. La France a, par exemple, adopté une centaine d'indicateurs de suivi de ses politiques en matière de développement durable en concertation avec la société civile, même si ceux-ci devront s'affiner en fonction des priorités d'actions et des capacités statistiques.

Coordination SUD a également travaillé en partenariat avec de nombreux autres réseaux associatifs ou pluripartites. Par exemple, avec le Comité 21, dans le cadre de son travail annuel d'évaluation de la contribution des acteurs non-étatiques à la mise en œuvre des ODD, avec la Fonda, qui a lancé le programme Faire ensemble 2030 dans le but de faire émerger des communautés d'actions autour d'enjeux de développement durable. En outre, le réseau européen Concord s'est particulièrement investi dans la mise en œuvre des ODD au niveau de l'Union européenne en tant que membre de la plateforme européenne pluripartite sur le sujet. Enfin, au niveau international, peuvent être cités Forus et Action for sustainable development, pour leurs réflexions sur les partenariats internationaux, les inégalités, le rôle de la société civile dans les affaires internationales ou encore la gouvernance mondiale des ODD.



Madagascar.

RENOUVELER LA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE **DE LA FRANCE**

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU **DÉVELOPPEMENT (CICID)**

Cette instance s'est réunie le 8 février 2018 pour la troisième fois depuis sa création et pour la première fois depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Coordination SUD et ses organisations membres, qui ont alimenté le processus dans le cadre des travaux du CNDSI, ont donc été particulièrement vigilantes quant aux orientations qui en sont issues. Si des points de satisfaction comme l'augmentation de l'aide humanitaire et les engagements concernant la mise en œuvre des ODD, la santé, l'éducation, l'adaptation aux changements climatiques et l'égalité femmes-hommes ont été salués, le lien établi entre la régulation des migrations irrégulières et l'APD a été vivement dénoncé comme un véritable détournement de cette politique.

Parmi les autres conclusions de ce Cicid, est à retenir l'engagement à doubler le montant de l'APD transitant par les ONG qui ne concrétise que trop vaguement la volonté présidentielle affichée de renforcer la dimension partenariale de la politique de solidarité internationale. Ce doublement confirme la tendance à l'augmentation du soutien public aux ONG françaises mais celui-ci demeurera in fine bien inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

Enfin, le relevé de décisions du Cicid établit une trajectoire annuelle pour atteindre l'objectif présidentiel de dédier 0,55 % de la richesse nationale à l'APD d'ici 2022. Celle-ci repousse néanmoins l'essentiel de l'augmentation prévue aux dernières années du quinquennat, faisant ainsi douter de la crédibilité de cette trajectoire.

EXAMEN DE L'OCDE SUR LA COOPÉRATION FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les experts et expertes du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont remis le 6 juin un rapport de bilan de la politique française de soli-

2018 fut particulièrement riche en initiatives liées à la politique française de développement et de solidarité internationale : réunion du Comité interministériel de coopération internationale et du développement, publication de la revue par les pairs de l'OCDE, réflexions sur la modernisation de la politique partenariale de la France. Du grain à moudre pour le reste du quinquennat.

darité internationale pour les années 2013-20171. Ce document de recommandations, issu d'un processus appelé « revue par les pairs » qui aura duré près d'une année, fait largement écho à l'analyse portée par Coordination SUD qui avait publié quelques mois auparavant son bilan de la politique française²: recul du niveau de l'APD jusqu'en 2016, faiblesse structurelle de l'aide humanitaire, du soutien aux ONG, des financements contribuant à l'égalité femmes-hommes, tendance à subordonner l'APD aux enjeux sécuritaires et migratoires, recours excessifs aux prêts au détriment des pays les plus pauvres, etc.

De nombreuses pistes concrètes ont été proposées par les membres du CAD afin de régler ces déséquilibres, notamment l'élaboration d'une trajectoire budgétaire pour rendre crédible les engagements présidentiels, la mise en place d'un dispositif de contrôle de la cohérence des politiques publiques, l'augmentation de la part des dons et de l'aide transitant par les ONG et pour rendre plus lisible la gouvernance de la politique de solidarité internationale... Si quelques engagements ont déjà été pris par le gouvernement, Coordination SUD a plaidé pour que ces recommandations soient traduites concrètement dans la loi (voir section LOP-DSI ci-après).

Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : France 2018 ; http://www.oecd.org/fr/cad/ examens-pairs/examens-de-l-ocde-sur-la-co-operation-audeveloppement-france-2018-9789264302716-fr.htm

² Coordination SUD, Examen par les pairs du CAD de l'OCDE de la coopération pour le développement – France 2018 : une revue alternative du bilan de la politique de développement et de solidarité internationale de la France entre 2013 et 2017 par la société civile, Paris, 2017, 37 p.



Kampala, Ouganda.

NOTRE PLAIDOYER EN DIRECTION DES PARLEMENTAIRES

Mission Berville

Suite au Cicid, le Premier ministre a confié au parlementaire Hervé Berville une mission sur la « modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale de la France » portant tout particulièrement sur les approches partenariales, la sensibilisation de l'opinion à l'aide au développement et la mobilisation des parties prenantes. Plusieurs temps d'échange avec les ONG ont été organisés dans ce cadre, dont un spécifique avec des représentants et représentantes d'ONG membres de Coordination SUD. Le rapport issu de cette mission: Un monde en commun, un avenir pour chacun³ présente 36 propositions pour moderniser la politique française de solidarité internationale. Bien qu'innovant par certains aspects (changement de la vision de l'aide, inclusion des acteurs et actrices, nouvelles perspectives budgétaires pour les organisations de la société civile s'inspirant de la trajectoire de Coordination SUD), ce rapport ne rompt pas foncièrement avec une vision technocratique et centralisatrice, caractéristique de l'approche française de l'aide.

Auditions parlementaires

En 2018, Coordination SUD, notamment sa commission APD et financement du développement, a été auditionnée par le groupe d'étude Coopération

pour le développement de l'Assemblée nationale ainsi que par la mission APD des commissions des Affaires étrangères et des Finances des deux chambres du Parlement. Tout en saluant la hausse annoncée par l'OCDE en avril 2018 des chiffres de l'APD française pour 2017, ces rencontres ont également été l'occasion de sensibiliser les parlementaires sur l'importance d'accélérer l'augmentation des crédits budgétaires d'APD et de renforcer les financements innovants, au premier rang desquels la taxe sur les transactions financières (TTF). Ces rendez-vous ont aussi permis de leur présenter les autres dimensions du financement du développement, notamment la mobilisation des ressources domestiques pour laquelle l'amélioration des systèmes fiscaux est un préalable essentiel.

Vote de la loi de finances pour 2019

Comme chaque année, la commission APD et financement du développement de Coordination SUD s'est fortement mobilisée auprès des parlementaires lors de l'examen du projet de loi de finances (PLF) de l'année suivante. La copie initiale du gouvernement prévoyait certes une augmentation de la mission APD, mais bien insuffisante pour crédibiliser la trajectoire posée par le Cicid. De plus, l'augmentation d'un milliard d'euros affichée par l'exécutif se composait d'autorisations d'engagements ayant vocation à être décaissées sur plusieurs années et non dès 2019. Les crédits de paiement, montants disponibles pour l'année sui-

³ Hervé Berville, Présidence de la République, Premier ministre, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère de l'Économie et des Finances, Un monde commun, un avenir pour chacun - Rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale, Paris, Premier ministre, 2018, 126 p.



Rencontre avec Emmanuel Macron, Paris, le 17 septembre 2018.

vante, étaient quant à eux bien inférieurs. Le PLF 2019 prévoyait également une budgétisation des revenus de la taxe sur les transactions financières auparavant fléchés en direction de l'AFD. Ce faisant, le gouvernement fait reculer la part des financements innovants affectée au développement et à la lutte contre les changements climatiques. Malgré une mobilisation transpartisane sur les bancs de l'Assemblée nationale, les parlementaires n'ont pas réussi à infléchir cette orientation dommageable pour la prévisibilité de l'APD française.

RÉVISION DE LA LOI D'ORIENTATION ET **DE PROGRAMMATION**

Adoptée le 7 juillet 2014, la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (LOP-DSI) actuellement en vigueur prévoit sa propre révision au bout de cinq années. Dès 2018, l'exécutif a donc préparé la refonte de ce texte établissant les orientations stratégiques et les moyens de mise en œuvre de la politique de coopération pour le développement. À cet effet, la mission parlementaire confiée au député Berville a conduit à un certain nombre de recommandations, pour partie, reprises par le président de la République lors de son adresse annuelle aux ambassadeurs et ambassadrices, le 27 août 2018. La nouvelle loi devrait ainsi comporter un volet programmatique, principale faiblesse du texte de 2014.

Coordination SUD a mis en place un groupe de travail spécifiquement dédié au suivi de cette révision dès 2018 afin notamment de coordonner les réponses aux consultations quant aux attentes des différentes parties prenantes sur le contenu de la nouvelle LOP-DSI. En se fondant sur l'analyse du texte précédent et en renouvelant les demandes de renforcement de la politique de coopération pour le développement, ce sont dix priorités qui ont été retenues et présentées à Jean-Yves Le Drian le 16 novembre 2018, lors d'un CNDSI extraordinaire consacré à la rédaction de la nouvelle version de la loi. Parmi celles-ci : la réaffirmation des objectifs de développement et de solidarité internationale (lutte contre la pauvreté et les inégalités), le refus du détournement de l'aide, la mise en place de garanties en matière de cohérence des politiques pour le développement, l'inscription d'une programmation budgétaire permettant d'atteindre 0,7 % du revenu national brut (RNB) dédié à l'APD en 2025, le maintien du caractère extrabudgétaire des financements innovants et le renforcement de la dimension partenariale de cette politique. Parmi les autres priorités affichées : la reconnaissance de la valeur ajoutée des ONG et l'augmentation de l'APD transitant par elles, la consolidation de la gouvernance et du pilotage politique de la solidarité internationale, la meilleure prise en compte des besoins exprimés sur les territoires et la complémentarité des canaux de financements et d'interventions.

Parmi les autres priorités affichées: la reconnaissance de la valeur ajoutée des ONG.



POLITIQUE EUROPÉENNE : LA RHÉTORIQUE DE CRISE L'EMPORTE

2018 a été une année anxiogène. La politique de coopération au développement de l'UE a été redéfinie pour répondre aux « crises ». Au lieu de servir à lutter contre la pauvreté, elle répond aux intérêts sécuritaires et migratoires de l'UE; un glissement qui s'incarne, notamment, dans la négociation en cours du Cadre financier pluriannuel.

LE PROCESSUS POLITIQUE

En 2018, les institutions européennes ont commencé à négocier le Cadre financier pluriannuel (CFP) dans lequel seront gérées leurs finances pour la période 2021-2027. Il définit les priorités politiques, les montants maximums que l'UE peut dépenser par an et les instruments financiers mettant en œuvre ces priorités. Ces instruments servent à financer des projets, dont ceux portés par les ONG, les collectivités territoriales, les agences étatiques et les organisations internationales.



Parlement européen, Bruxelles

La Commission européenne a fait une proposition d'architecture générale du CFP le 2 mai 2018, suivie d'une proposition de régulation financière le 14 juin suivant. Les États membres, réunis en Conseil européen, devaient se prononcer sur ces orientations, tout comme le Parlement européen. Mi-2018, aucun accord institutionnel n'avait été trouvé. Tous les do-

maines de l'action européenne étaient examinés afin d'opérer un rééquilibrage entre priorités traditionnelles (agriculture, cohésion, compétitivité) et émergentes (notamment la sécurité et les migrations).

LE PLAIDOYER DE COORDINATION SUD

Coordination SUD s'est investie fortement dans le groupe de travail de Concord sur le CFP. Les membres de la commission Europe ont, par ailleurs, produit plusieurs documents de décryptage (Cf. annexe 9, p. 79) et de plaidoyer, deux tribunes (dont une parue dans le quotidien *Libération* en ligne), ainsi qu'un communiqué de presse.

En 2018, le calendrier de plaidoyer a été soutenu. Plusieurs rencontres avec la Commission européenne, avec le Secrétariat général des Affaires européennes ainsi qu'avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et particulièrement avec le cabinet du secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne, ont eu lieu.

Pour Coordination SUD, les États membres de l'UE doivent opérer un changement radical de cap. Si l'ensemble du budget, plus particulièrement celui de l'action extérieure, n'est pas aligné sur les ODD, l'Europe ratera une opportunité historique.

La commission Europe SUD a alerté les pouvoirs publics sur la dilution des priorités de développement opérée dans le projet de CFP. L'action extérieure y est présentée comme une politique servant à défendre les valeurs et les intérêts de l'Union européenne dans le monde ; la question de la gestion des migrations y a la part belle. De plus, la mécanique européenne est axée sur la flexibilité ; flexibilité qui n'est pas destinée à répondre à des changements imprévus dans les pays partenaires mais aux changements de priorités politiques de l'UE.

Le CFP en cours de négociation arrivera à terme trois ans avant la date butoir de la mise en œuvre des ODD. Afin d'enclencher définitivement une transition vers un monde plus juste et durable, il est donc décisif d'opter en faveur de programmes ambitieux, alignés avec l'Agenda 2030 et suffisamment financés et au sein desquels les organisations de la société civile auraient toute leur place.

PLACE AUX JEUNES!

La place accordée aux jeunes dans les associations et les projets a été le fil conducteur des travaux de la commission Jeunesse et solidarité internationale. Organisation d'un atelier, élaboration d'une note d'initiative ONG à destination de l'AFD pour aboutir à un financement triennal des activités et du plaidoyer sur les politiques de jeunesse furent les actions saillantes de la commission en 2018.



Projet mené au Maroc

POUR UNE JEUNESSE IMPLIQUÉE ET ACTRICE

La commission Jeunesse et solidarité internationale s'est constituée fin 2016 autour d'une vision commune, celle d'une jeunesse qui s'émancipe ici et là-bas, actrice des changements sociaux, politiques et économiques, et non simple bénéficiaire des politiques et des programmes qui les concernent. Son objectif est double : faire vivre les échanges entre les membres de Coordination SUD pour apprendre et se renforcer mutuellement et dialoguer avec les pouvoirs publics français et européens. Dans cette démarche, la commission a organisé le 15 mars 2018 un atelier facilitant connaissances mutuelles et échanges. Celui-ci a cherché à réfléchir sur les pratiques des membres de Coordination SUD dans le secteur de la jeunesse et à identifier les futurs axes de travail de la commission. Cet atelier a permis de souligner le besoin de favoriser le pouvoir d'agir et d'émancipation des jeunes. Il a montré également qu'il y avait une nécessité partagée de mieux comprendre ce qui freine l'implication des jeunes dans les projets et la gouvernance des associations de solidarité internationale. Enfin, les impacts de la participation des jeunes ont été abordés en reconnaissant que si l'impact est positif sur chaque personne ou en termes d'utilité sociale pour les territoires, ceux-ci restent plus difficiles à mesurer dans leur dimension institutionnelle.

UNE TRADUCTION EN ACTES PAR LA COMMISSION

L'atelier a également pointé l'importance de développer les moyens de la commission. Un appel à manifestation de projet a été déposé auprès de

l'AFD qui a donné lieu à l'élaboration d'une note d'initiative ONG.

Porté par Étudiants et Développement et impliquant divers membres de la commission, ce projet a pour objectif de renforcer la place des jeunes au sein des organisations de la société civile. Il s'articule autour de quatre axes :

- 1 renforcer la solidarité internationale dans les parcours d'engagement des jeunes;
- 2 structurer le milieu associatif au niveau régional et national;
- 3 valoriser l'engagement des jeunes sur les enjeux de solidarité internationale en vue d'influencer les politiques publiques françaises de développement;
- 4 et, de manière transversale, structurer une communauté d'organisations de la société civile souhaitant progresser sur les enjeux de jeunesse et de solidarité internationale.

LE PLAIDOYER DE **LA COMMISSION**

La commission Jeunesse et solidarité internationale s'est engagée sur plusieurs sujets en lien avec la thématique jeunesse. Elle a assuré un suivi critique de la mise en place du service national universel, notamment via le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse. Elle s'est investie dans le comité de pilotage de Coordination SUD constitué pour le suivi du prochain G7 mais aussi dans les groupes de travail post CIT-OSC de l'AFD. Elle a contribué à l'analyse du rapport parlementaire du député Berville sur la modernisation de la politique partenariale de développement de la France¹.

¹ Hervé Berville, Présidence de la République, Premier ministre, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère de l'Économie et des Finances, Un monde commun, un avenir pour chacun - Rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale, Paris, Premier ministre, 2018 126 p.

LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : **TOUT RESTE À FAIRE**

Si l'année 2018 fut chargée en matière d'événements relatifs au climat, elle s'est conclue - une fois de plus - sur un sentiment d'inachevé. Pour combien de temps encore, malgré les appels répétés quant à l'urgence d'agir?

L'AMBITION CLIMATIQUE ENCORE AUX ABONNÉES ABSENTES

Les ingrédients semblaient pourtant réunis pour faire de 2018 une année décisive en matière de lutte contre les changements climatiques. En octobre, les scientifiques du GIEC sonnaient une énième fois l'alerte, en détaillant de façon précise les impacts pour une planète à +1,5°C et +2°; les deux objectifs apparaissant dans l'Accord de Paris. Dans le même temps, les trajectoires observées actuellement aboutiraient, au mieux, à une hausse des

Village de Diakre, Sénégal.



températures de 3°. Or, malgré l'appel insistant des ONG (et du secrétaire général des Nations unies) à se saisir de ce rapport et à le traduire en engagements lors de la COP24 (Katowice, décembre), celle-ci s'est achevée sans prise de décision ambitieuse quant au chemin restant à parcourir d'ici à 2020. Si un manuel d'application de l'Accord de Paris a pu être adopté in extremis, aucun engagement nouveau et concerté en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation aux changements climatiques ou de financements (engagement à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, contre à peine les deux tiers actuellement) n'aura été pris... Or, ne serait-ce qu'en termes de concrétisation des engagements de 2015, seuls seize pays sont pour le moment sur la voie des +2°C. Aux yeux des ONG, la COP24 a donc sonné comme un rendez-vous de nouveau manqué.

DU NOUVEAU POUR LA COMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

En parallèle au suivi des négociations internationales, les membres de la commission Climat et développement (CCD) ont poursuivi leur dialogue avec l'AFD, dont l'engagement à rendre ses activités 100 % compatibles avec l'Accord de Paris appelle à un dialogue renforcé avec les organisations de la société civile et à davantage de partage de bonnes pratiques et de recommandations.

Au niveau interne, 2018 est marquée par l'instruction du troisième volet du programme d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat (Pamoc), porté par un consortium d'ONG membres de la CCD emmené par le GERES. Le projet triennal, dont l'objectif général est de consolider l'action des ONG françaises face aux impacts des changements climatiques, s'articule autour de trois axes transversaux : le renforcement des compétences des ONG françaises et de leurs partenaires sur les terrains d'intervention, la production et la valorisation des savoirs techniques et scientifiques des ONG membres, et le développement du plaidoyer technique de celles-ci auprès des différentes institutions en charge du développement. Un programme dense pour les trente ONG membres de la commission Climat et développement de Coordination SUD pour les trois prochaines années.

GENRE: UNE AMBITION FRANÇAISE CONFIRMÉE ET RENFORCÉE

L'année 2018 a vu se concrétiser quelques éléments positifs en faveur de l'égalité femmes-hommes, comme en témoignent la nouvelle stratégie pour la diplomatie française et les engagements forts portés par la France dans les enceintes internationales. Coordination SUD reste vigilante sur la mise en œuvre concrète des ambitions annoncées.



Projet de soutien à l'entrepreneuriat rural. Équateur.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE FRANÇAISE

Le 8 mars 2018, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, a présenté la nouvelle stratégie française 2018-2022 pour l'égalité femmes-hommes. Ce document affirme la volonté de la France d'intégrer le genre dans l'ensemble de son action. S'inscrivant dans ce changement de perspective, cette nouvelle stratégie vise à élargir la prise en compte du genre dans l'ensemble de la politique extérieure de la France, c'est-à-dire dans sa diplomatie bilatérale et multilatérale ainsi que dans sa politique de développement. Si l'ambition générale du texte est à saluer, les engagements financiers sur l'aide publique au développement dédiée au genre restent toujours en-deçà des attentes des ONG et des cibles inscrites dans le Plan d'action Genre de l'Union européenne.1

Pour la commission Genre et développement, ce texte a marqué l'aboutissement d'un long processus. Ses membres ont été impliqués dans les exercices d'évaluation de la stratégie précédente, via les auditions organisées, notamment, par le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, ainsi que dans les consultations menées par les pouvoirs publics français qui ont permis de définir cette nouvelle orientation.

Pour livrer son analyse de cette nouvelle feuille de route, Coordination SUD a édité en mai un document de position². Envoyée aux parlementaires des commissions concernées, cette note a été discutée lors de rendez-vous bilatéraux, notamment avec

des membres de la commission des Affaires étrangères et de la délégation aux Droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

LE GENRE AU CŒUR **DU G7 EN 2019**

Au niveau international, la question du genre a été au cœur de la présidence canadienne du G7 à laquelle la France a succédé fin 2018. Nombre d'engagements y ont été pris : mise en place d'un conseil consultatif sur l'égalité des sexes, inscription d'une diplomatie féministe au cœur du processus ou encore création d'une enveloppe financière dédiée à l'éducation des filles vivant dans des pays en crise ou en conflit.

Si le G7 canadien a donc posé les bases d'actions renforcées en matière de genre, les organisations de la société civile réunies au sein de Coordination SUD se sont mobilisées, dès 2018, pour assurer une réelle prise en compte des enjeux de genre dans le G7 français. Ses membres contribuent tout particulièrement à deux groupes d'engagement du processus G7. Le C7, tout d'abord, entend donner une place à l'expression des sociétés civiles au sein des négociations du G7. Ensuite, le W7 constitue un espace de coordination de la société civile visant à promouvoir le genre et les droits des femmes dans les processus du G7 et qui plaide pour des engagements politiques et financiers ambitieux.

¹ EU Gender Action Plan II Gender Equality and Women's Empowerment: Transforming the Lives of Girls and Women through EU External Relations 2016-2020: Voir sur: https://ec.europa. eu/europeaid/sites/devco/files/ eu_gap_2017.pdf

² Coordination SUD, Analyse de la « stratégie internationale de la France pour l'égalité femmeshommes 2018-2022 » du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, 12 p.

POUR UNE APPROCHE JUSTE ET HUMAINE DES MIGRATIONS

En 2018, les migrations ont été au cœur des discours et politiques publics, avec des conséquences néfastes en matière de droits humains, d'aide au développement et pour les ONG de sauvetage en mer. Coordination SUD a multiplié les alertes.



Migrants de retour de Libye dans le village de Touraya, Guinée.

UN DISCOURS RESPONSABLE SUR LES MIGRATIONS

La commission Migrations a œuvré tout au long de l'année à la rédaction d'un document cadre permettant de jeter les bases d'une compréhension commune des enjeux migratoires. Il s'appuie sur une déconstruction de la notion de « crise » et des discours relatifs aux « flux » migratoires et aux « défis sécuritaires » véhiculés par les responsables politiques en France et en Europe. Contrairement à cette approche alarmiste, Coordination SUD entend placer la réalité des personnes migrantes et le respect de leurs droits fondamentaux au cœur de ses préoccupations.

LA SAUVEGARDE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET DES DROITS HUMAINS

Coordination SUD s'est mobilisée contre le dévoiement de l'aide publique au développement à des fins de gestion des migrations ; phénomène prégnant dans le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (FFU). Ce mécanisme de financement mobilise les ressources de l'APD pour répondre aux priorités européennes, et ce sans aucune assurance quant à son efficacité au regard des besoins et des stratégies des pays partenaires.

Avec Concord, Coordination SUD a produit un rapport d'analyse sur cet outil ainsi qu'une note critique sur l'approche française développée sur ce mécanisme. Ces travaux ont été suivis d'un débat organisé par la commission en février, qui a réuni plusieurs organisations de la société civile de plusieurs pays, pouvoirs publics français et européens.

L'Union européenne et ses États membres ont démultiplié les barrières physiques et administratives à l'entrée des personnes migrantes ou l'ont déléguée à des pays tiers, avec des conséquences néfastes sur la vie et la santé de ces personnes. En 2018, plus de 2 200 personnes migrantes ont disparu en Méditerranée. Coordination SUD a dénoncé avec acharnement ces politiques tout au long de l'année. Elle a manifesté son soutien aux organisations de sauvetage en mer.

MIGRATIONS INTERNATIO-NALES ET DÉVELOPPEMENT

Plusieurs organisations membres de la commission Migrations se sont également investies dans le cadre du dialogue piloté par l'AFD, réunissant les ministères de l'Intérieur, de l'Europe et des Affaires étrangères, leurs opérateurs respectifs, des collectivités territoriales et plusieurs ONG. Cet espace s'est attaché tout au long de l'année à la finalisation et à la mise en œuvre d'une stratégie « Migrations internationales et développement », commanditée par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (Cicid) et validée, par ce dernier, le 8 février 2018.

GOUVERNANCE MONDIALE DES MIGRATIONS

2018 a, enfin, marqué l'aboutissement du processus de définition d'un Pacte mondial pour des migrations sûres ordonnées et régulières porté par les Nations unies. Plusieurs membres de Coordination SUD ont participé à ce processus, qui a permis certaines avancées en matière d'accès aux droits et aux services de base mais qui a échoué à remettre en cause les politiques étatiques actuelles dont un des premiers effets est la mise en danger de la vie des personnes migrantes.



En 2018, plus de 2 200 personnes migrantes ont disparu en Méditerranée.



B/ Les plaidoyers sectoriels de Coordination SUD

GARANTIR L'ATTEINTE DE L'ODD 3 « BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE »

Le Cicid du 8 février 2018 consacre la santé comme une des priorités sectorielles de la coopération française pour le développement et la solidarité internationale. Si la France entend « maintenir une action résolue au profit du renforcement des systèmes de santé », cet enjeu requiert des engagements accrus.

DES MOYENS ENGAGÉS INADÉQUATS

Alors même que la France a adopté l'année précédente une stratégie en santé mondiale 2017-2021 ambitieuse, l'action française en la matière n'a pas pour autant été à la hauteur. Les ONG membres de la commission Santé et développement avaient salué cette stratégie et ses orientations mais alerté sur son manque d'opérationnalisation et de moyens alloués.

L'année 2018 a confirmé ces craintes. La France n'a pas intensifié sa coopération en matière de santé mondiale. Pourtant à l'origine d'initiatives comme l'Alliance Sahel, elle n'y a pas fait spécifiquement figurer la santé aux titres des secteurs prioritaires alors même que les besoins en la matière sont criants dans cette zone en crise. De même, bien qu'ayant annoncé en mai 2018 qu'elle accueillerait la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2019, la France s'est simplement engagée à maintenir une contribution significative aux fonds multilatéraux en santé. La composante multilatérale est pourtant au cœur de son action en faveur de la santé mondiale. Comme pour ses interventions bilatérales, il s'agirait désormais d'intensifier les investissements.

RENFORCER LE DIALOGUE **AVEC LES POUVOIR PUBLICS**

En 2018, les membres de la commission Santé et développement ont continué à participer activement au comité de pilotage de l'Initiative 5 % et à envoyer des représentants et représentantes au sein de la délégation française aux deux réunions annuelles du CA du Fonds mondial de lutte contre le sida la tuberculose et le paludisme.

Des rencontres ont également été organisées avec la division Santé de l'AFD afin d'avoir des échanges plus réguliers sur les orientations de l'agence et de sensibiliser la division sur les sujets prioritaires de la commission : le renforcement des systèmes de santé, l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive et la santé digitale. La commission a également pu être associée à plusieurs sessions de la semaine de séminaire annuel des conseillers et conseillères régionaux en santé mondiale, relais du ministère sur les territoires d'intervention.

POUR UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE DES SYSTÈMES **DE SANTÉ**

Si la stratégie de la France en santé mondiale 2017-2021 fait de la participation au renforcement des systèmes de santé (RSS) l'un des piliers principaux de son action, ce concept transversal n'est pour autant pas défini et les interventions prévues pour atteindre cet objectif ne sont pas précisées. Les organisations membres du groupe de travail RSS se sont dès lors rapprochées du pôle de politique de santé mondiale du MEAE afin d'engager une réflexion plus en profondeur sur ce concept aux dimensions multiples.

Un copil s'est mis en place entre le ministère et le groupe de travail RSS, associant également les opérateurs (AFD, Expertise France), le ministère de la Santé et l'IRD. Ce copil a décidé l'organisation d'un atelier de réflexion avec pour thématique, poussée par Coordination SUD, « L'implication de la société civile et des usagers dans la gouvernance des systèmes de santé ». Après de nombreuses rencontres de préparation, celui-ci s'est tenu dans les premiers jours de 2019 et le dialogue multipartites devrait se maintenir sur le RSS.

DÉFENDRE LES DROITS DES POPULATIONS RURALES DU SUD

En 2018, l'AFD a renouvelé son soutien au programme triennal de la commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD (C2A). L'ambition reste la même : garantir la cohérence et l'efficacité des actions collectives des ONG françaises en faveur de la sécurité alimentaire, du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire des populations du Sud.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Pour tenter d'influencer les politiques publiques, la C2A investit un certain nombre d'espaces de dialogue avec les pouvoirs publics.

Le Groupe interministériel pour la sécurité alimentaire (GISA) a redéfini, début 2018, ses priorités à travers une feuille de route pluriannuelle et de nouvelles modalités de fonctionnement, et ce afin d'améliorer son efficacité et sa gouvernance. Les organisations membres de la C2A ont été impliquées dans quatre groupes de travail *ad hoc* (nutrition et



Projet Apici, Cambodge.

systèmes alimentaires, agroécologie, climat, secteur privé) en charge de préparer les éléments d'analyse et de proposition au GISA réuni en séance plénière.

La C2A a également participé aux processus de révision des stratégies françaises en matière de sécurité alimentaire. Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ont publié leurs nouvelles stratégies en la matière. Lors de la consultation préa-

lable, les membres de la C2A ont rappelé le rôle fondamental des agricultures paysannes dans la sécurité alimentaire des populations du Sud et l'importance de la transition agroécologique des systèmes agricoles dans le développement durable de ces pays.

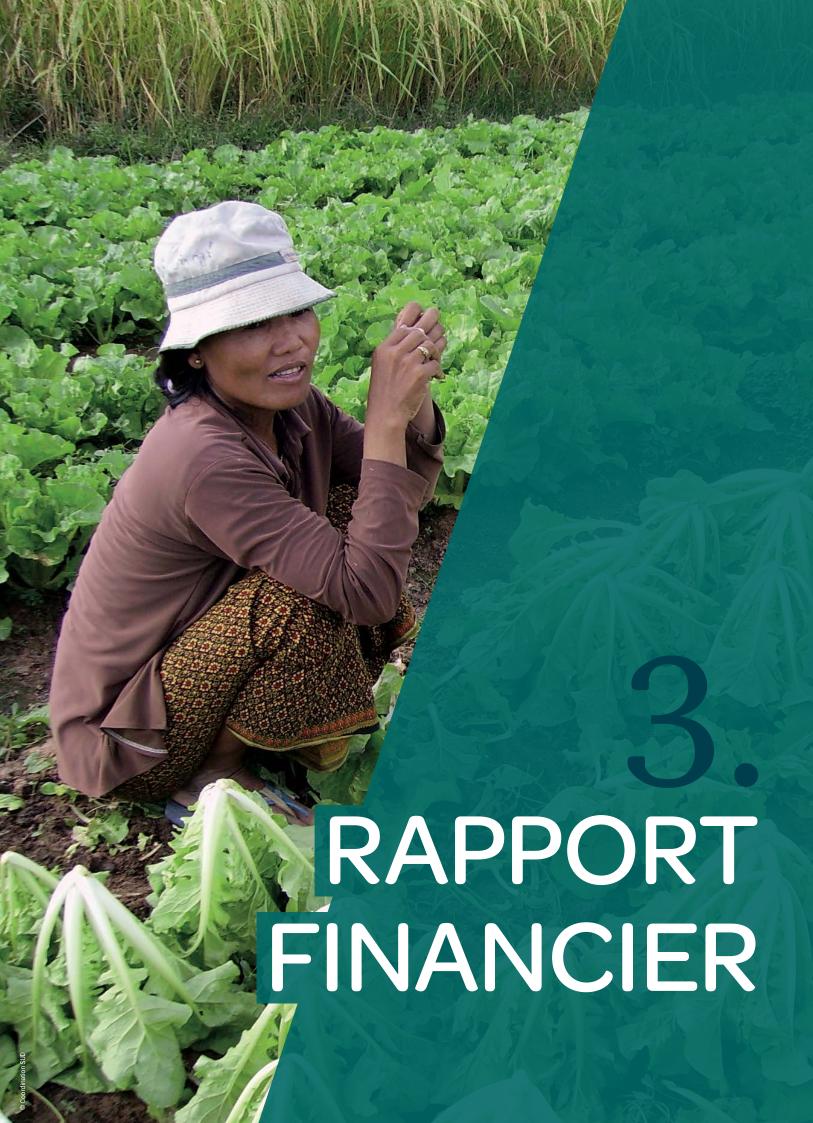
Dans le cadre de son dialogue avec l'AFD, la C2A a rencontré à deux reprises la division Agriculture, développement Rural et Biodiversité (ARB) pour échanger sur les réorientations en cours au sein de l'AFD et sur les suites du cadre d'intervention sectorielle Sécurité alimentaire et nutrition, en lien avec les évaluations et bilans effectués en 2016 par la C2A et l'AFD.

LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES PAYSANS ET PAYSANNES ENFIN ADOPTÉE!

Adoptée fin 2018 par les Nations unies, ce texte rassemble des droits existants et confère la qualité de « droits humains » à l'accès aux semences, à la terre, à la protection sociale et à des conditions de vie et de travail dignes. Véritable victoire

pour les populations rurales, l'adoption de cette déclaration devrait leur permettre de participer aux prises de décisions en matière d'agriculture, de pêche ou de politiques agroalimentaires. La déclaration devient ainsi une référence

pour faire intégrer les droits des paysans et paysannes dans les législations nationales ou négocier des accords commerciaux. Plusieurs organisations membres de la C2A ont été impliquées dans le processus d'adoption de cette déclaration, engagé depuis 2012!



SYNTHÈSE

Rapport financier 2018

L'année 2018 se conclut sur un résultat positif de 12 394 euros. Ce résultat se réalise dans le cadre de la deuxième année de mise en œuvre du triennal financé à 60 % par l'AFD. 2018 inclut la 3° année du projet Genre dans les organisations, financé par l'AFD et mené en partenariat avec le F3E. Pour information, si Coordination SUD reste la structure porteuse juridiquement et responsable financièrement de la subvention UE de Forus, dont les comptes sont, aujourd'hui, pleinement séparés de ceux de notre collectif depuis 2017, les commentaires et les graphes ci-après se fondent seulement sur les données budgétaires liées à l'activité de Coordination SUD, hors subvention Forus.

EMPLOIS

Les subventions accordées continuent leur croissance même si de manière moindre par rapport à 2017. Ces subventions sont celles versées aux associations soutenues par le Frio et celle de versement de la part du F3E, partenaire du projet Genre. Après 2017, année de démarrage du nouveau projet triennal, 2018 est une année de plein régime. La masse salariale est restée stable du fait du report dans le temps de certains recrutements. Environ 70 % du total des emplois relèvent des activités opérationnelles au sein desquelles figurent les activités de plaidoyer syndical et transversal pour 27 % et de renforcement et de formation pour 37 %. Les 24 % restant sont liés au projet Genre, signant la priorité donnée par Coordination SUD à ce sujet. Si 74 % des activités d'appui consistent en des accompagnements d'ONG (dont 60 % correspondant aux subventions accordées aux ONG bénéficiaires du Frio), les formations représentent exactement 17 % de ces mêmes activités. Au sein des activités de plaidoyer, le plaidoyer syndical, créé en 2017, prend aujourd'hui toute sa place en représentant 16 % des dépenses opérationnelles alors que les activités de plaidoyer transversal en recoupent 9 %. À noter que pour ces deux dernières activités, le non enregistrement des valorisations, liées au temps consacré par les personnels des membres et des partenaires, aux espaces collectifs de travail, aboutit à une sous-estimation de la place réelle des activités de plaidoyer de Coordination SUD.

RESSOURCES

Après le démarrage en 2017 d'un nouveau triennal ambitieux financé par l'AFD expliquant la forte augmentation entre 2016 et 2017 des ressources, ces dernières sont logiquement restées stables entre 2017 et 2018. En 2018, la Fondation de France a accordé son soutien pour un financement de deux ans portant

sur l'ONGLAB, ceci participant de la forte augmentation des subventions privées. Le Crédit coopératif a poursuivi son soutien. Les cotisations augmentent légèrement pour atteindre 250 K€; cette augmentation est, pour partie due, à la croissance du nombre des membres et, pour une autre partie, aux premiers impacts de la réforme des cotisations entrée en vigueur en 2018. Une étude d'impact de cette réforme menée sur trois ans sera faite en 2020. Les autres recettes d'activités sont restées stables, à l'exception de celles liées aux formations, dont certaines ont été annulées faute d'un nombre suffisant d'inscriptions. Au total, les ressources propres de Coordination SUD représentent près de 20 % de son budget.

COMPTE DE RÉSULTAT

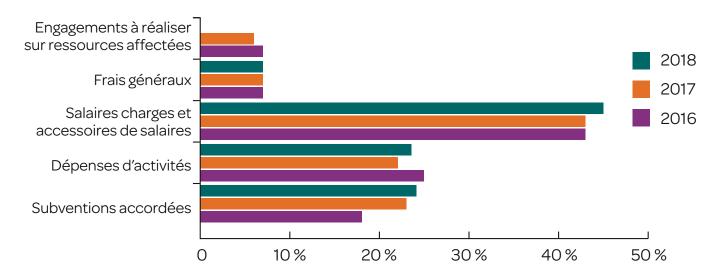
Le total des produits s'élève à 2 978 307 euros en 2018, soit 390 000 euros de plus qu'en 2017. Les charges se montent à 2 752 256 euros ; ces deux totaux incluant la subvention reçue par de l'UE et rétrocédée à Forus. Au final, le compte de résultat présente un excédent de 12 394 euros.

BILAN

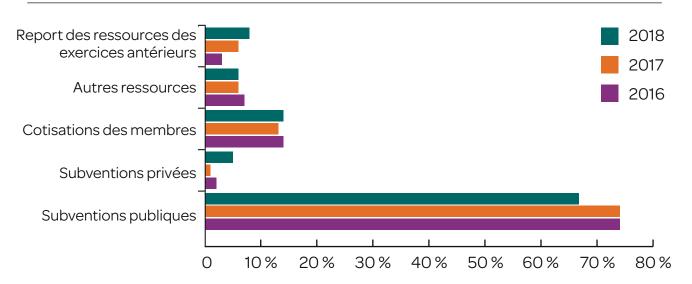
À la fin 2018, le volume du bilan est inférieur à celui de 2017 car la forte augmentation constatée en 2017 correspondait à la comptabilisation de la subvention Forus pour trois ans à l'actif du bilan et celle de l'AFD pour deux ans. La situation de trésorerie à la fin de l'année 2018 est bonne, comparable à celle de 2017.

Coordination SUD continue de renforcer son fonds associatif. Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter la totalité du résultat 2018 aux fonds propres associatifs.

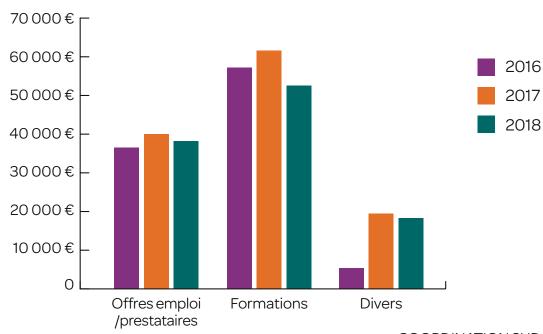
RÉPARTITION DES EMPLOIS - COORDINATION SUD (HORS FORUS)



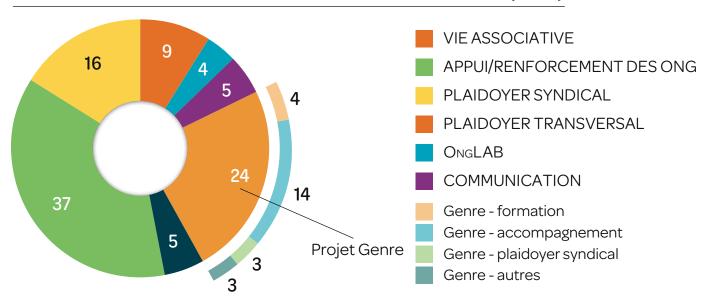
RÉPARTITION DES RESSOURCES - COORDINATION SUD (HORS FORUS)



RESSOURCES D'ACTIVITÉS 2016-2018 PAR TYPE DE RECETTE

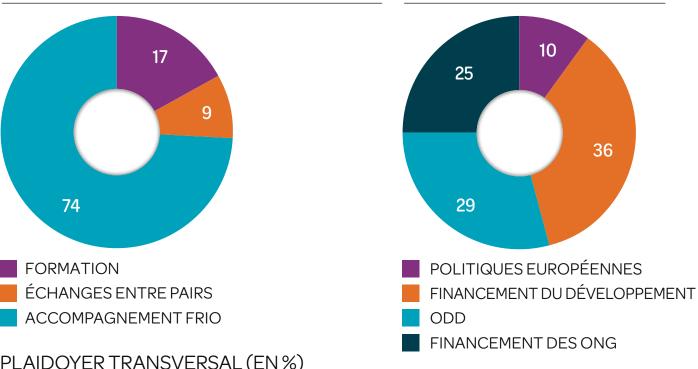


RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ (EN %)

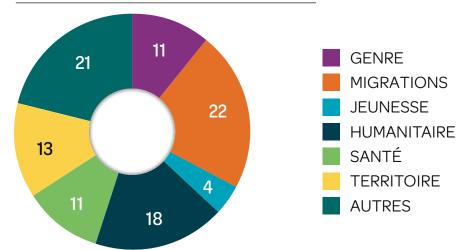


APPUI ET RENFORCEMENT DES ONG (EN %)

PLAIDOYER SYNDICAL (EN%)



PLAIDOYER TRANSVERSAL (EN%)



COMPTE EMPLOIS-RESSOURCES Budget Coordination SUD

EMPLOIS EN €	COORDINATION SUD (HORS FORUS)		
	2016	2017	2018
Subventions accordées	295 774,00€	432 174,53 €	445 247,00 €
Dépenses d'activités	420172,00€	413 886,31 €	421 636,60 €
Salaires charges et accessoires de salaires	710 290,00	828 917,90 €	827 415,50 €
Frais généraux	121 717,00 €	126 036,88€	134 187,94 €
Engagements à réaliser sur ressources affectées	112 622,00€	119 073,63 €	153 728,00 €
TOTAL EMPLOIS	1660 575,00 €	1920 089,25€	1982215,04€

RESSOURCES EN €	COORDINATION SUD (HORS FORUS)		
	2016	2017	2018
Subventions publiques	1243353,00€	1 431 519,47 €	1388 087,89€
Subventions privées	32 000,00 €	18 000,00 €	98 469,70 €
Cotisations des membres	236 665,00€	242 022,00 €	249 851,00€
Autres ressources	111 862,00€	121 058,07 €	117 086,24 €
Report des ressources des exercices antérieurs	52746,00€	116 367,21 €	141 114,35 €
TOTAL RESSOURCES	1676 626,00 €	1928 966,75 €	1944 609,18 €
Résultat de l'exercice	16 051,00 €	8 877,50 €	12 394,14 €

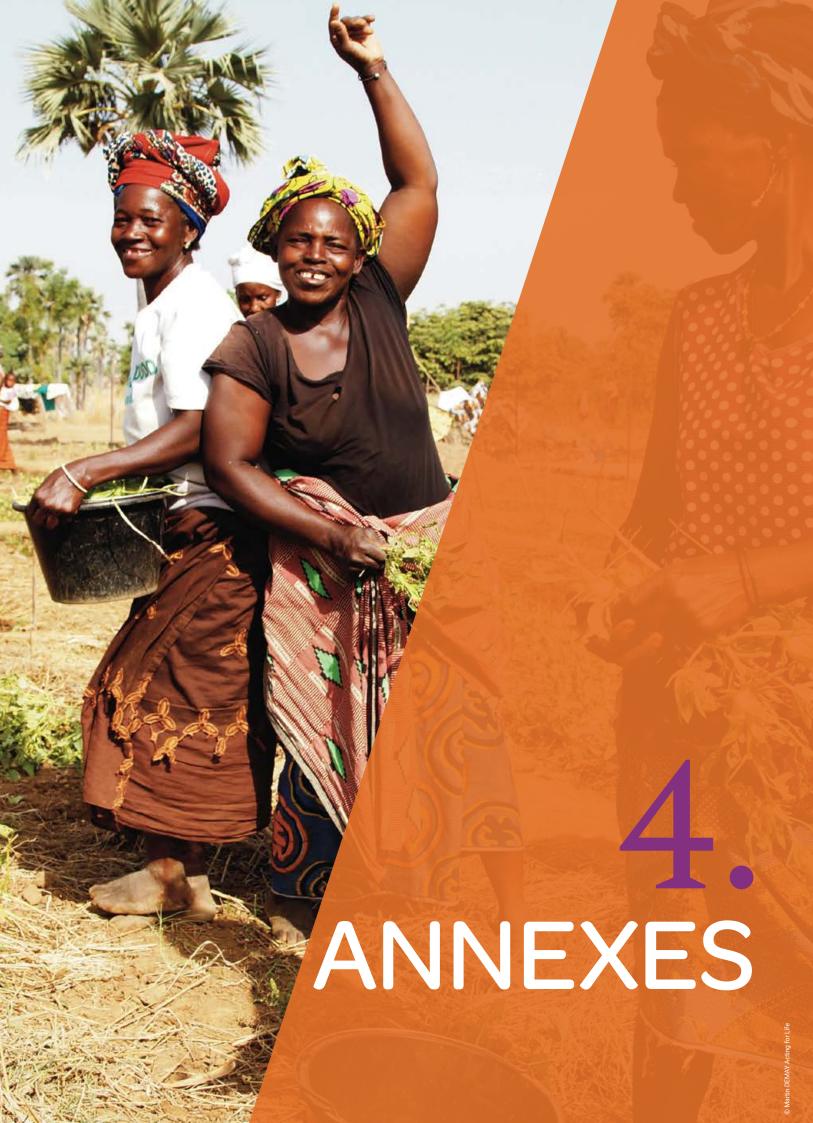
BILAN

ACTIF	2017 NET	2018 NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Concessions, brevets et droits similaires		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Autres immobilisations corporelles	25 765 €	19 769 €
Avances et acomptes		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Autres titres immobilisés	763€	763€
Autres immobilisations financières	25 433 €	25 864 €
ACTIF IMMOBILISÉ TOTAL	51 961 €	46396€
Comptes de liaisons		
STOCKS ET EN COURS		
CRÉANCES		
Créances usagers et comptes rattachés	15 459 €	21 439 €
Autres créances (bailleurs à recevoir, et subv.UE Forus)	6 016 144 €	2 757 612 €
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	809149€	1888302€
Charges constatées d'avance	125193€	14 014 €
ACTIF CIRCULANT TOTAL	6 965 945 €	4 681 367 €
TOTAL GÉNÉRAL	7017906€	4727763€

PASSIF	2017 NET	2018 NET
FONDS PROPRES		
Autres réserves	15 000 €	15 000 €
Report à nouveau	165 740 €	174 617 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	8878€	12394€
FONDS ASSOCIATIFS TOTAL	189 618 €	202 011 €
Comptes de liaisons		
Provisions pour risques	24 008 €	32 084€
Fonds dédiés sur autres ressources	356 322€	569 979 €
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS TOTAL	380 330 €	602 063 €
Emprunts et dettes financières auprès d'établissements de crédits	0€	842€
Emprunts et dettes financières divers	6744€	6744€
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 239 €	89 648 €
Dettes fiscales et sociales	106 832€	90 665€
Autres dettes	396 605€	208 483 €
Produits constatés d'avance (subventions obtenues, pour années à venir)	5 869 538 €	3 527 305 €
TOTAL	6 447 958 €	3923687€
TOTAL GÉNÉRAL	7017906€	4727761€

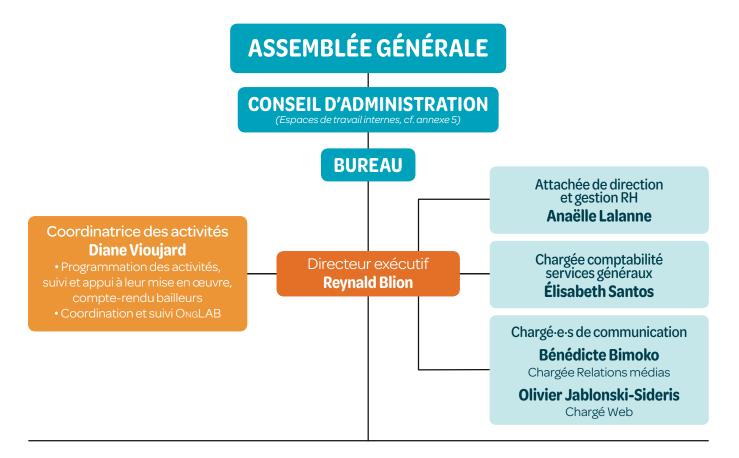
COMPTE DE RÉSULTAT

	2017	2018
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production vendue de biens et services	117 164 €	107 936 €
Subventions d'exploitation	2 012 374 €	2 414 132 €
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	193107€	202 433 €
Cotisations	242 022 €	249 851 €
Autres produits	23€	130€
TOTAL1	2564690€	2 974 482 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	21 498€	29 257 €
Autres achats et charges externes	728154€	716 571 €
Impôts, taxes et versements assimilés	37 682€	36 031 €
Salaires et traitements	528 713 €	520 708 €
Charges sociales	265 602€	265 853 €
Dotation aux amortissements sur immobilisations	6 989 €	5996€
Dotation aux provisions pour risques et charges		10 084 €
Subventions accordées par l'association	901 455 €	1160 068 €
Autres charges	1 481 €	1495€
TOTAL 2	2 491574 €	2746063€
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	73 116 €	228 419 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	586€	573€
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	586€	573 €
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Différences négatives de change		
TOTAL 6	0€	0€
RÉSULTAT FINANCIER	586€	573€
RÉSULTAT COURANT	73 702 €	228 992 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	21577€	1244€
Reprises sur provisions et transferts de charges		2008€
TOTAL 7	21577€	3252€
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	400€	193 €
	1000	
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		6000€
TOTAL 8	400€	6 193 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21 177 €	-2941€
TOTAL DES PRODUITS	2586853€	2 978 307 €
TOTAL DES CHARGES	2491974€	2752256€
	94879€	226 051 €
SOLDE INTERMÉDIAIRE		
SOLDE INTERMÉDIAIRE Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	270 321 €	356 322€
	270 321 € 356 322 €	356 322 € 569 979 €



ANNEXE1 **ORGANIGRAMME**

Décembre 2018



Chargé de mission Analyse et Plaidoyer Sami Asali

- Climat
- ODD
- Suivi CNDSI

Chargée de mission Vie associative & renforcement **Myriam Coulibaly**

- · Stratégie d'adhésion, adhésion, suivi et service aux membres
 - Formation

Chargé de mission Analyse et Plaidoyer Plaidover syndical Jean-Luc Galbrun

- Environnement favorable
- Financement des ONG
- Club métier Gestion financière

Chargé de mission Analyse et Plaidoyer **Yann Illiaguer**

• APD et Financement du développement Santé

Chargée de mission Renforcement des ONG **Agathe Lo Presti**

- Club métier RH
- Club métier Accès aux financements
 - PSEA & Genre

Chargé de mission Analyse et Plaidoyer **Matthieu Moriamez**

- Humanitaire Agriculture et alimentation
 - Jeunesse Territoires G7

Chargée de mission Analyse et Plaidoyer **Patricia Spadaro**

Europe • Genre • Migrations

Chargée de mission Frio et Qualité Leslie Sobaga

- Accompagnement Frio
- Qualité, transparence, efficacité & Madac
 - Charte éthique

Chargée de mission Frio **Catherine Tudal**

- Accompagnement Frio
- Capitalisation Frio et revue de projets

En 2018, ont également participé à la vie du collectif : Bénédicte Hermelin, directrice exécutive jusqu'en octobre ; Christine Ancey, attachée de direction et gestion RH jusqu'en septembre ; Emmeline Guerin, chargée de mission Genre jusqu'en décembre ; Gautier Centlivre, chargé de mission Analyse et Plaidoyer jusqu'en avril ; Marion Disdier, chargée de mission Accès aux financements et formation jusqu'en décembre ; Rachel Vetterhoeffer, coordinatrice de l'étude Argent & associations de solidarité internationale jusqu'en mars ; Mariama Bah et Nafissatou Diaby, stagiaires. Coordination SUD les remercie pour leur implication à ses côtés.

ANNEXE 2

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE COORDINATION SUD

Décembre 2018

BUREAU

FONCTION	ASSURÉE PAR	ORGANISATION	FONCTION DANS L'ORGANISATION
Président	Philippe Jahshan	Solidarité Laïque	Délégué aux actions de coopération internationale
Vice-présidente	Emilie Johann	Secours Catholique-Caritas France	Responsable plaidoyer international
Vice-présidente	Françoise Sivignon	Médecins du Monde	Administratrice
Vice-président	Rachid Lahlou	Secours Islamique France	Président fondateur
Trésorier	Vincent Pradier	Étudiants et Développement	Directeur
Secrétaire général	Jan Robert Suesser	CRID	Administrateur

ADMINISTRATRICES - ADMINISTRATEURS

ORGANISATION	REPRÉSENTÉE PAR	FONCTION DANS L'ORGANISATION
Acting for life	Marie Aarnink	Coordinatrice administrative et financière
Action contre la Faim	Thomas Ribémont	Président
Action Santé Mondiale	Bruno Rivalan	Directeur exécutif adjoint
Association des Marocains de France	Souad Chaouih Frikech	Présidente
CCFD - Terre solidaire	Benoît Faucheux	Délégué général
CFSI	Anne-Françoise Taisne	Déléguée générale
CHD	Thierry Mauricet	Directeur général de Première Urgence Internationale
CLONG - Volontariat	Sébastien Radisson	Coordinateur
Cnajep	Kelly Gène	Chargée de projet
Forim	Nicolas Laurent	Directeur exécutif
Grdr Migration - Citoyenneté - Développement	Arezki Harkouk	Directeur exécutif
Groupe Initiatives	Olivier Bruyeron	Directeur du Gret
Handicap International – Humanité & Inclusion	Jean-Marc Boivin	Délégué aux relations institutionnelles
Oxfam France	Cécile Duflot	Directrice générale
SOS Villages d'Enfants	Matthieu De Bénazé	Responsable des programmes internationaux

ANNEXE 3

LISTE DES MEMBRES **DE COORDINATION SUD**

Décembre 2018

ORGANISATIONS ADHÉRENTES DIRECTES



Action contre la Faim

Action Santé Mondiale

Agrisud International

Aide et Action

Aides

Amref Flying Doctors

ASAH

Bolivia Inti Sud Soleil (BISS)

CARE France

Commerce Équitable France

Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)

CIDR

Développer Former Informer (Défi)

Éducasol

Électriciens sans Frontières

Entraide Médicale Internationale (EMI)

Équilibres & Populations

Étudiants et Développement

Habitat-Cité

Institut Belleville

Inter Aide

L'Appel

Le Planning Familial

Medair

Médecins du Monde

Partage

Prisonniers Sans Frontières

Samusocial International

Santé Sud

Sidaction

Solidarité Laïque

Solidarité Sida

Solidarité thérapeutique et Initiatives pour la Santé (Solthis)

Terre & Humanisme

Touiza Solidarité

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (Unmfreo)

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT (CRID)

Association 4D

ActionAid France - Peuples Solidaires

AGIRabcd

Agter

Aide Odontologique Internationale (AOI)

Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI)

Communication pour le développement (C4D)

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Terre Solidaire)

Fédération Artisans du Monde

Fondation Abbé Pierre

France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand

Frères des Hommes

Ingénieurs sans Frontières

Madera

Max Havelaar France

Organisation pour la prévention de la cécité (OPC)

Oxfam France

ReMed

Réseau Foi et Justice Afrique-Europe

Ritimo

Secours Catholique-Caritas France

Secours Islamique France

Secours Populaire Français

Sherpa

SOL-Alternatives Agroécologiques et Solidaires

Terre des Hommes France

CLONG-VOLONTARIAT

Asmae - Association Sœur Emmanuelle

ATD Quart Monde

Coopération et Formation au Développement (Cefode)

Défap - Service Protestant de Missions

Délégation Catholique pour la Coopération (DCC)

Envol Vert

Fidesco (Organisation Catholique de Coopération Internationale)

France Volontaires

Groupement des Éducateurs sans Frontières (GREF)

Handicap International -Humanité & Inclusion

Ifaid Aquitaine

Service de Coopération au Développement (SCD)

COORDINATION **HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT (CHD)**



Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement (Acted)

Acting for Life

Aide Médicale et Développement

Alima

Antenna Technologies France

Apiflordev

Apprentis d'Auteuil

Aviations sans Frontières

CartONG

Chirurgie Solidaire

Clowns Sans Frontières

Convergences

Djantoli

Ecpat France

EliseCare

Entrepreneurs du Monde

Fert.

Grandir Dignement

Hamap

HumaniTerra International

Humatem

Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)

Institut Bioforce

Ircom

La Chaine de l'Espoir

La Guilde Européenne du Raid

La Voûte Nubienne

Le Partenariat

Les Amis des Enfants du Monde

Ordre de Malte France

Planète Enfants & Développement

Première Urgence Internationale (PUI)

Résonances Humanitaires

Sipar

Solidarités International

SOS Villages d'Enfants

Triangle Génération Humanitaire

Un Enfant par la Main

Vision du Monde

CNAJEP

Alliance Nationale des YMCA de France

Éclaireurs Éclaireuses de France (EEF)

Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France (EEUDF)

Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture

Fédération Léo Lagrange

Les Céméa

Scouts et Guides de France

Starting Block

FORUM DES ORGANISATIONS **DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS (FORIM)**

Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF)

Association des Marocains de France (AMF)

Collectif des Associations Ghanéennes de France (Caghef)

Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF)

Conseil des Béninois de France (CBF)

Cosim Nouvelle-Aquitaine

Cosim Auvergne-Rhône-Alpes

Cosim Bretagne

Cosim Hauts-de-France

Cosim Occitanie

Cosim Provence-Alpes-Côte d'Azur

Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Exterieur (CSSSE)

Femmes et Contributions au Développement (Fecodev)

Haut Conseil des Maliens de France (HCMF)

Migrations & Développement

Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora (OFAD)

Plateforme des Associations Congolaises de France (Pacof)

Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes (Pafha)

Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME)

RéCoSol France Europe Afrique

Union des Associations Burkinabés de France (UABF)

Union des Femmes Comoriennes de France (UFCF)

GROUPE INITIATIVES



Apdra Pisciculture Paysanne

Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)

Ciedel

Essor

Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)

Gevalor

Grdr Migration-Citoyenneté-Developpement

Gret - Professionnels du développement solidaire

Initiative Développement

Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (Iram)

MEMBRES ASSOCIÉS

13

Consultants sans Frontières

Ensemble Contre la Peine de Mort

Experts-Solidaires

Fondation Energies pour le Monde

Fondation GoodPlanet

Fondation WWF France

Groupe URD

ICOSI (ADER-RIED)

Initiatives et Changement

IRIS

Plan International

Réseau Euromed France

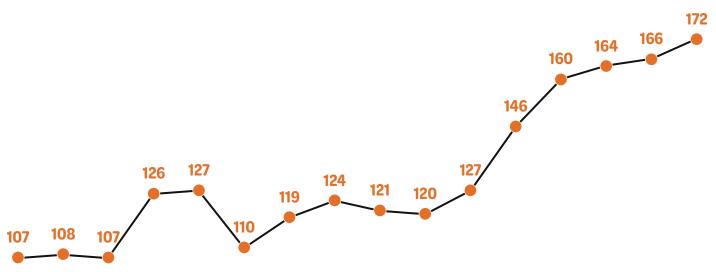
Transparency International France



ANNEXE 4 LES MEMBRES DE COORDINATION SUD

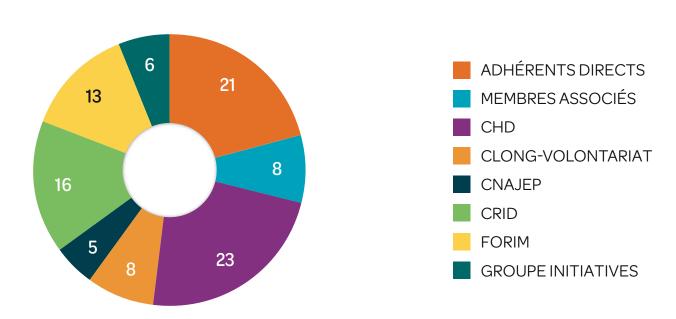
EN CHIFFRES

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MEMBRES DE COORDINATION SUD 2003-2018

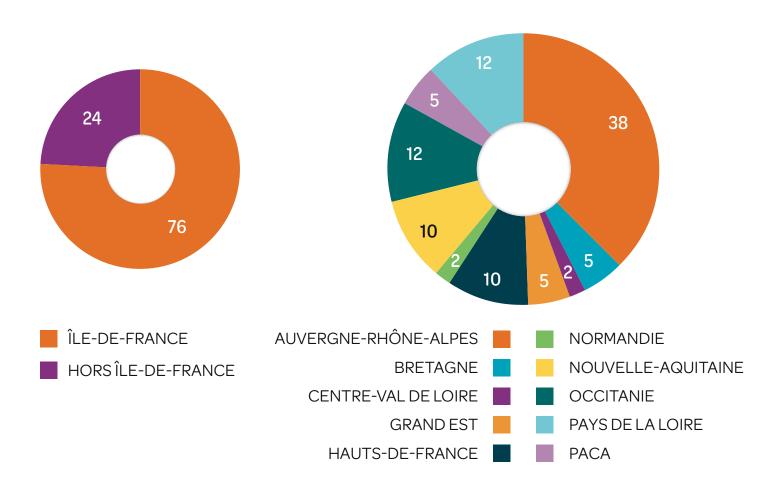


2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018

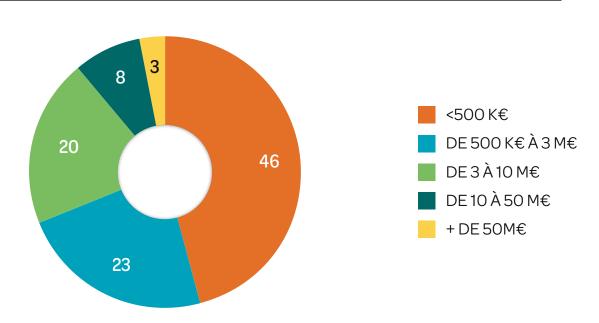
RÉPARTITION DES MEMBRES PAR CATÉGORIE (EN %)



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES MEMBRES PAR SIÈGE (EN %)



RÉPARTITION DES MEMBRES PAR CATÉGORIE BUDGÉTAIRE (EN %)



ANNEXE 5

ESPACES COLLECTIFS INTERNES DE COORDINATION SUD

AU 31 DÉCEMBRE 2018

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL PERMANENTS

Objectif: animer les échanges de pratiques, promouvoir les analyses et les expertises et favoriser la concertation et l'élaboration de positions communes.

O COMMISSION DES ADHÉSIONS

La commission Adhésions est une commission permanente qui a pour objectif de veiller à la diversité des membres et à la représentativité du collectif. Pour ce faire :

- 1/ elle développe une approche stratégique d'intégration de nouvelles organisations membres, contribuant ainsi à une réalisation optimale de son projet collectif;
- 2/ elle analyse les demandes d'adhésion adressées au collectif et s'assure de leur éligibilité (socle commun d'adhésion). Pour les adhésions par voie directe, elle rencontre les organisations candidates avant tout dépôt de dossier et émet un avis pour décision du Conseil d'administration. Pour les adhésions via collectif, si l'organisation répond aux critères d'éligibilité, son adhésion est simplement entérinée par le Conseil d'administration de Coordination SUD.

RÉFÉRENTE CA	Marie Aarnink (Acting For Life).
SECRÉTARIAT	Myriam Coulibaly (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Acting For Life, CLONG-Volontariat, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Secours Islamique France.

© COMMISSION AGRICULTURE ET ALIMENTATION (C2A)

La C2A regroupe une vingtaine d'organisations et a pour objectif le renforcement du droit à l'alimentation, de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire des populations des pays du Sud. Les membres de la C2A mènent des actions de plaidoyer afin d'inciter les politiques à accroître leur soutien à l'agriculture familiale et paysanne ainsi qu'à l'agroécologie. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ coordonner les travaux réalisés ;
- ▶ assurer une concertation entre membres ;
- ▶ porter ses positions et travaux auprès des organismes sociaux et des décideurs et décideuses politiques au niveau national et international (GISA, CSA de la FAO, Union européenne).

RÉFÉRENT CA	Benoît Faucheux (CCFD-Terre solidaire).
CHEFFE DE FILE	Carline Mainenti (AVSF).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Acting for Life, ActionAid France - Peuples Solidaires, Action contre la Faim, Agter, AVSF, CCFD-Terre Solidaire, CFSI, Commerce Équitable France, Fédération Artisans du Monde, Gret, Ingénieurs sans Frontières, Inter-Réseaux Développement rural, La Voûte Nubienne, Madera, Max Havelaar, Oxfam France, Première Urgence Internationale, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique-Caritas France, SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires, Unmfreo.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Eau.

© COMMISSION AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

La commission APD et financement du développement rassemble les ONG membres qui travaillent sur les questions liées au financement du développement et à l'aide publique au développement et aux financements innovants du développement. Son objectif général est de construire des positions collectives de plaidoyer sur le financement du développement et de coordonner le plaidoyer sur l'aide publique au développement. Ses objectifs spécifiques sont les suivants :

▶ construire une analyse commune et animer le travail de plaidoyer ;

et Développement, Forum citoyen pour la RSE).

- ▶ promouvoir des propositions concrètes auprès du parlement, des ministères et des administrations ;
- ▶ contribuer aux réflexions sur les nouveaux enjeux du financement du développement français, européens et internationaux. La commission participe à plusieurs réseaux européens et internationaux (Concord, Reality of Aid, etc.). Elle recherche des complémentarités et des synergies avec les plateformes thématiques existantes (Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires, Plateforme Dette

RÉFÉRENTE CA	Cécile Duflot (Oxfam France), précédemment Claire Fehrenbach.
CHEF DE FILE	Gautier Centlivre (Solidarité Sida), précédemment Grégoire Niaudet (Secours Catholique-Caritas France).
SECRÉTARIAT	Yann Illiaquer (Coordination SUD), précédemment Gautier Centlivre.
LISTE DES MEMBRES	4D, ACTED, Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, Aide et Action, Aides, ATD-Quart Monde, AVSF, CARE France, CARI, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, Eau Vive, Électriciens Sans Frontières, Équilibres & Populations, Étudiants et Développement, Forim, France Volontaires, GERES, Gret, Groupe Initiatives, Handicap International - Humanité & Inclusion, La Guilde européenne du Raid, la Voûte Nubienne, Médecins du Monde, Oxfam France, Réseau Foi et Justice Afrique–Europe, Secours Catholique–Caritas France, Solidarité Laïque, Solidarité Sida, SOS Villages d'Enfants, Terre des hommes, WWF France.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Fau. Coalition Éducation, ONE en France

OCOMMISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT (CCD)

La commission Climat et développement regroupe des organisations membres de Coordination SUD et des partenaires qui travaillent sur le lien entre les enjeux climatiques et environnementaux et le développement. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ produire, valoriser et échanger des savoirs collectifs sur les pratiques « climat et développement », à partir d'exemples concrets de terrain;
- ▶ sensibiliser les organisations de la société civile françaises aux enjeux climat et développement et renforcer leurs capacités d'action (formations, capitalisation, échange de bonnes pratiques, etc.);
- ▶ construire des positions collectives sur les enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement;
- ▶ mener des activités de plaidoyer technique et de dialogue avec les pouvoirs publics sur les enjeux climat et développement.

LISTE DES INVITÉS	Coalition Eau, Croix Rouge Française, RAC-France.
LISTE DES MEMBRES	4D, Acting For Life, Agrisud International, ATD-Quart Monde France, AVSF, Bolivia Inti Sud Soleil, CARE France, CARI, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, Électriciens Sans Frontières, Entrepreneurs du Monde, Fondation Energies pour le Monde, Fondation GoodPlanet, France Libertés, France Volontaires, GERES, Gevalor, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, Initiative Développement, Iram, la Voûte Nubienne, Médecins du Monde, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarités International, WWF France.
SECRÉTARIAT	Sami Asali (Coordination SUD).
CHEF DE FILE	Camille André (GERES).
RÉFÉRENT CA	Nicolas Laurent (Forim), précédemment Carline Mainenti (AVSF).

© COMMISSION EUROPE

La commission Europe rassemble des participants et participantes de différentes commissions de travail de Coordination SUD et des organisations membres présentes dans les groupes de travail de Concord. Elle est un espace collectif de suivi de la politique européenne de développement, d'échange d'information, de coordination des activités et de représentation de Coordination SUD auprès de Concord (la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement). Elle assure également le lien avec les pouvoirs publics et politiques français concernés par ces sujets.

RÉFÉRENT CA	Bruno Rivalan (Action Santé Mondiale), précédemment Jean-Marc Boivin (Handicap International – Humanité & Inclusion).
CHEF DE FILE	Benoît Mayaux (Forim), précédemment Katarzyna Lemanska (Action Santé Mondiale).
SECRÉTARIAT	Patricia Spadaro (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, ATD Quart Monde, CARE France, CFSI, Coordination Humanitaire et Développement, Commerce Équitable France, Eau Vive, Éducasol, Forim, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Habitat-Cité, Médecins du Monde, Oxfam France, Plan International France, Réseau Euromed France, Secours catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants, Terre des hommes.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Eau. Coalition Education. Fondation WWF France, ONE en France.

© COMMISSION FINANCEMENT ET RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL (COFRI)

La Cofri a pour objectif d'animer et de coordonner l'élaboration de propositions d'amélioration des conditions d'existence et de fonctionnement des organisations de solidarité internationale, notamment dans les domaines de l'accès aux financements français et du renforcement institutionnel des organisations. La Cofri accueille, par ailleurs, en son sein un groupe de travail sur les financements UE.

RÉFÉRENTE CA	Anne-Françoise Taisne (CFSI).
CHEF DE FILE	Frédéric Apollin (AVSF).
SECRÉTARIAT	Jean-Luc Galbrun (Coordination SUD).

GROUPES DE TRAVAIL DANS LE CADRE DES RELATIONS AVEC L'AFD

De nombreux groupes de travail permettent de suivre l'ensemble des dossiers concernant les relations avec l'AFD, notamment :

- ▶ Procédures en lien avec le dispositif I-ONG ;
- ▶ Convention de partenariat pluriannuel;
- ▶ Fisong;
- ▶ Fonds Minka;
- ▶ Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) ;
- ▶ Trajectoire des financements ONG.

LISTE DES MEMBRES

ACTED, Acting for Life, Action contre la Faim, Aide et Action, Apprentis d'Auteuil, AVSF, CARE France, CCFD-Terre solidaire, CFSI, Coordination Humanitaire et Développement, CIDR, Défi, Eau Vive, Étudiants et Développement, Éducasol, Fert, Fondation Plan International France, Fondation WWF France, Forim, Frères des Hommes, GERES, Gevalor, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Groupe Initiatives, Guilde Européenne du Raid, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, Inter Aide, Iram, la Chaîne de l'Espoir, Max Havelaar, Médecins du Monde, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France, Secours Populaire Français, Solidarité Laïque, Solidarités International, Solthis, SOS Villages d'Enfants, Vision du Monde.

GROUPE DE TRAVAIL UE

Ce groupe suit spécifiquement les dispositifs de financement de la direction Devco/EuropeAid en termes de procédures et également en termes d'évolution des montants des financements à destination des organisations de société civile.

LISTE DES MEMBRES

ACTED, Action contre la Faim, Apprentis d'Auteuil, AVSF, CCFD-Terre solidaire, CFSI, Eau Vive, Étudiants et Développement, Éducasol, Fondation Plan International France, GERES, Groupe Initiatives, Guilde Européenne du Raid, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, La Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, Solidarités International, SOS Villages d'Enfants, Vision du Monde.

O COMMISSION GENRE ET DÉVELOPPEMENT

La commission Genre et développement regroupe des organisations chargées de la promotion du genre et de l'égalité femmeshommes dans leurs organisations et leurs projets, de sa prise en compte par les politiques publiques. Cette commission œuvre autour de trois objectifs:

- ▶ faciliter les échanges de pratiques et d'expériences sur l'intégration de l'approche genre dans les projets et dans les pratiques institutionnelles des ONG françaises;
- ▶ contribuer à une meilleure prise en compte du genre par les ONG françaises de solidarité internationale à travers la sensibilisation, la formation, le renforcement des capacités ;
- ▶ proposer et conduire des actions de plaidoyer pour l'intégration du genre dans les politiques et les programmes de développement de la coopération française et dans les campagnes d'opinion menées par les ONG françaises.

RÉFÉRENT CA	Vincent Pradier (Étudiants et Développement).
CHEF DE FILE	Nicolas Rainaud (Équilibres & Populations).
SECRÉTARIAT	Patricia Spadaro (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ActionAid France - Peuples Solidaires, Action contre la Faim, AVSF, CARE France, CCFD-Terre solidaire, Équilibres & Populations, Étudiants et Développement, Forim, GERES, GREF, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Organisation des Femmes Africaines de la Diaspora, Plan International France, Solidarité Laïque.
LISTE DES INVITÉS	WECF, Plateforme ELSA.

® COMMISSION HUMANITAIRE

La commission Humanitaire rassemble les ONG membres ayant une activité significative en matière d'aide d'urgence (catastrophes naturelles et conflits) et d'actions dans des contextes de crises et de post-crises ou de crises oubliées. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ élaborer des positions collectives sur les politiques et les réformes institutionnelles des dispositifs d'aide français, européens et internationaux, via des échanges de positions ou d'informations sur différents sujets de plaidoyer en lien avec les plateformes européennes et internationales;
- ▶ développer la réflexion collective sur des questions de fond concernant l'aide humanitaire, notamment sur l'évolution du système humanitaire mondial dans le cadre des suites données au Sommet humanitaire mondial;
- ▶ suivre les enjeux et les débats autour de la qualité, de l'efficacité et de la « redevabilité » des actions humanitaires ;
- ▶ échanger sur les crises en cours et définir éventuellement des actions collectives de plaidoyer.

RÉFÉRENTE CA	Catherine Giboin (Médecins du Monde), précédemment Françoise Sivignon.	
CHEFFE DE FILE Pauline Chetcuti (Action contre la Faim).		
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).	
LISTE DES MEMBRES	ACTED, Action contre la Faim, Alima, CARE France, CartONG, Coordination Humanitaire et Développement, Fondation Plan International France, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Groupe URD, Handicap International - Humanité & Inclusion, Institut Bioforce, La Chaîne de l'Espoir, Medair, Médecins du Monde, Oxfam France, Première Urgence Internationale, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarités International, SOS Villages d'Enfants, Triangle Génération Humanitaire.	
LISTE DES INVITÉS	Crisis Action, Croix-Rouge française, Médecins Sans Frontières.	

O COMMISSION JEUNESSE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La commission Jeunesse et solidarité internationale a été créée en octobre 2016 suite à un atelier d'échange ayant rassemblé des ONG spécialisées dans les domaines du développement international et de l'humanitaire, d'une part, et des organisations de jeunesse intégrant une dimension internationale, d'autre part. Cette commission a pour objectif de : 1/ favoriser les échanges de pratiques et d'outils ; 2/ développer et produire des éléments d'analyse communs ; 3/ renforcer le plaidoyer de Coordination SUD sur la dimension jeunesse et solidarité internationale au niveau national et européen; 4/ enfin, créer un espace d'échanges sur les questions d'actualité.

RÉFÉRENT CA	Laure Lhermet (Cnajep), précédemment Kelly Gène.
CHEF DE FILE	Guilhem Arnal (Solidarité Laïque).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ATD Quart Monde, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, CLONG-Volontariat, Cnajep, CRID, Éclaireuses Éclaireurs de France, Éducasol, Ensemble Contre la Peine de Mort, Étudiants et Développement, Éducasol, Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France, Équilibres & Populations, Forim, France Volontaires, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Groupe Initiatives, Guilde Européenne du Raid, Ingénieurs sans Frontières, Les Ceméa, Migrations et Développement, Réseau Euromed France, Service de Coopération au Développement, Scouts et Guides de France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants, Unmfreo.

® COMMISSION MIGRATIONS

La commission Migrations de Coordination SUD a été créée en janvier 2017 et regroupe des organisations membres de Coordination SUD travaillant sur les migrations. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ favoriser une compréhension commune des enjeux migratoires au sein de Coordination SUD ;
- ▶ consolider la place des organisations françaises dans le réseau de la société civile européenne sur les questions migratoires ;
- ▶ suivre et influencer la politique française en matière migratoire à travers des alliances avec des organisations de la société civile actives au niveau national - et la position française dans les négociations européennes et internationales ;
- ▶ suivre et influencer la politique européenne en matière migratoire ainsi que la gouvernance mondiale des migrations ;
- ▶ favoriser un dialogue et une compréhension commune des enjeux migratoires avec les sociétés du Sud.

REFERENTE CA	Souad Chaouih (Association des Marocains en France), précédemment Khady Sakho Niang (Forim).	
CHEF DE FILE Olivier Le Masson (Grdr Migration-Citoyenneté-Développement).		
SECRÉTARIAT	Patricia Spadaro (Coordination SUD).	
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Associations des Marocains en France, ATD-Quart Monde, CRID, Étudiants et Développement, Forim, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Médecins du Monde, Oxfam France, Réseau Euromed France, Samu Social International, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Solidarité Laïque.	

© COMMISSION OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

A l'occasion de l'Assemblée plénière de Coordination SUD du 1er avril 2016, les ONG membres ont clairement fait ressortir le suivi et la mise en œuvre des ODD comme priorités stratégiques de plaidoyer pour les années 2017-2022. La commission ODD a été créée en 2016, fusionnée avec la commission Cohérence des politiques pour le développement (CPD) en 2017. Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ rendre visible et pérenniser la place de la société civile française dans la mesure et le contrôle de la prise en compte des ODD dans la politique de développement durable et de solidarité internationale de la France;
- ▶ veiller à l'intégration des ODD et à l'impératif de cohérence des politiques qu'ils impliquent dans les stratégies, les approches et les politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale et au développement durable, qu'elles soient sectorielles ou transversales;
- ▶ permettre aux membres et aux partenaires de Coordination SUD de partager des analyses et leur expertise sur les évolutions en cours en matière de suivi, de prise en compte et de mise en œuvre des ODD afin de proposer des recommandations et de traduire l'universalité des ODD dans les cadres stratégiques et dans les actions ;
- ▶ élaborer les positions de Coordination SUD sur le suivi et la mise en œuvre des ODD, la cohérence des politiques pour le développement et leur prise en compte dans la politique de développement et de solidarité internationale française.

RÉFÉRENTE CA	Émilie Johann (Secours Catholique-Caritas France).
SECRÉTARIAT	Sami Asali (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	4D, ACTED, ATD-Quart Monde, CARE France, CFSI, CIDR, CLONG-Volontariat, Consultants Sans Frontières, Coordination Humanitaire et Développement, Cosim Occitanie-Pyrénées, CRID, Éclaireuses Éclaireurs de France, France Volontaires, GERES, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Gret, Institut Belleville, Secours Catholique-Caritas France, Secours Islamique France, Sidaction, Solidarité Laïque, Solthis, Un Enfant par la Main, SOS Villages d'Enfants, WWF France.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Eau, Coalition Éducation.

© COMMISSION SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La commission Santé et développement regroupe une trentaine d'ONG intervenant sur les enjeux de santé mondiale, qu'elles soient spécialisées ou plus généralistes. Ses objectifs généraux sont les suivants :

- ▶ favoriser l'échange d'expériences et les discussions sur les pratiques entre les membres de la commission ;
- ▶ construire des positions collectives sur les enjeux liés à la santé dans les pays en développement.

Trois groupes de travail spécifiques sont actifs : santé sexuelle et reproductive, renforcement des systèmes de santé, santé mobile (m-santé).

RÉFÉRENT CA	Thomas Ribémont (Action contre la Faim).
CHEF DE FILE	Louis Pizarro (Solthis).
SECRÉTARIAT	Yann Illiaquer, précédemment Sami Asali (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Aide médicale et développement, Aides, Action santé mondiale, CIDR, Conseil des Béninois de France, Djantoli, Entraide Médicale Internationale, Équilibres & Populations, Gret, IECD, Initiative Développement, Inter Aide, Kinésithérapeutes du Monde, La Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Ordre de Malte France, Oxfam France, Plan International France, Première Urgence Internationale, ReMeD, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Santé Sud, Sidaction, Solidarité Sida, Solthis.
LISTE DES INVITÉS	ONE en France, Plateforme ELSA

® GROUPE DE TRAVAIL QUALITÉ, TRANSPARENCE ET EFFICACITÉ

Le groupe Qualité, transparence et efficacité a pour objectif d'offrir aux membres de Coordination SUD un espace de discussion collectif afin de:

- ▶ favoriser le partage et l'échange d'expériences dans les domaines de la qualité ;
- ▶ favoriser la diffusion d'information et la vulgarisation sur les pratiques et les démarches qualité dans le secteur de la solidarité
- ▶ mobiliser le collectif sur la thématique de la transparence des ONG de solidarité internationale et valoriser les outils et initiatives prises au niveau de Coordination SUD et au-delà;
- ▶ suivre, participer et relayer les débats sur l'efficacité de la contribution des ONG au développement.

RÉFÉRENT CA	Gilles Paillard (SOS Villages d'Enfants), jusqu'à l'été 2018.
SECRÉTARIAT	Leslie Sobaga (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ACTED, Action contre la Faim, Asmae-Association Sœur Emmanuelle, ATD-Quart Monde France, CARE France, CFSI, Étudiants et Développement, Fert, Forim, France Volontaires, Handicap International - Humanité & Inclusion, Initiative Développement, Inter Aide, l'Appel, la Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Secours Catholique-Caritas France, Solidarités International, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants France.
LISTE DES INVITÉS	F3E, AFDI-OPA.

© COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES MADAC

La Communauté de pratiques Madac (Modèle d'auto-diagnostic et d'amélioration continue) est ouverte aux personnes membres d'ONG impliquées dans une démarche Madac, au stade de la réflexion ou de la mise en œuvre. Les objectifs visés sont les suivants :

- ▶échanger entre ONG utilisatrices ou potentiellement utilisatrices sur leurs pratiques et questionnements dans la mise en œuvre d'une démarche Madac;
- ▶ apporter collectivement des éléments de réponse aux questions que se posent les ONG utilisatrices ou potentiellement utilisatrices dans la mise en œuvre d'une démarche Madac;
- ▶ identifier des sujets d'échanges liés à la mise en œuvre d'une démarche Madac, à traiter ou approfondir dans cette communauté de pratiques.

SECRÉTARIAT	Leslie Sobaga (Coordination SUD), Lilian Pioch (F3E).
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Afdi, L'Appel, CARE France, la Chaîne de l'Espoir, CIDR, Collectif Haïti de France, Étudiants et Développement, Fert, France Volontaires, Gescod, GREF, Initiative Développement, Samusocial International. Santé Sud. Solidarité Laïque. Solidarités International. Starting Block.

© COMITÉ D'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'ONGLAB

L'ONGLAB est la fonction de Coordination SUD dédiée au décryptage des évolutions en cours dans le secteur de la solidarité internationale. Soutenue par l'AFD et la Fondation de France, elle vise à accompagner les ONG dans leurs mutations et plus largement l'ensemble des acteurs et actrices via la production d'analyses. Pour cela, l'ONGLAB mène des études d'intérêt général, organise des ateliers ou débats favorisant le croisement des regards et produit des notes de décryptage publiées dans la collection des Notes de SUD. Un comité d'orientation stratégique composé de membres de Coordination SUD ainsi que d'experts et d'expertes externes lui permet d'identifier les grands enjeux prioritaires à approfondir et les problématiques soulevées, et ce, dans le respect du principe de subsidiarité. Le Comité d'orientation stratégique a pour fonction de :

- ▶ co-construire la programmation annuelle avec le secrétariat technique ;
- ▶ pré-identifier les enjeux et sujets prioritaires à traiter ;
- ▶ proposer des sujets d'étude ;
- ▶ problématiser les sujets retenus et en préciser le périmètre ;
- ▶ apporter un éclairage critique aux productions réalisées.

Suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé à la fois auprès du CA et des membres de Coordination SUD via sa lettre interne, le comité d'orientation stratégique se compose comme suit :

MEMBRES	ORGANISATION	MEMBRES	ORG
Jean-Marc Boivin	Handicap International – Humanité & Inclusion, délégué aux relations institutionnelles	Sébastien Radisson	CLON
Pierre Jacquemot	Groupe Initiatives, président	Thomas Ribémont	Action vice-p
Anne Le Naelou	IEDES, maîtresse de conférences Université Paris 1	Philippe Ryfman	Cherc
Benoît-Xavier Loridon	Initiative-Développement, directeur	Michel Maietta	IRIS, c

MEMBRES	ORGANISATION
Sébastien Radisson	CLONG-Volontariat, coordinateur
Thomas Ribémont	Action contre la Faim, président, vice-président de Coordination SUD
Philippe Ryfman	Chercheur
Michel Maietta	IRIS, chercheur

LES GROUPES DE TRAVAIL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objectif: mener des analyses et formuler des recommandations à l'intention du Conseil d'administration pour l'aider dans sa prise de décision sur des sujets liés la gouvernance de Coordination SUD ou à des orientations stratégiques majeures.

Ces groupes de travail requièrent une participation accrue de membres du CA ou de personnes détachées des organisations et collectifs membres du CA.

GROUPE STRATÉGIE D'ADHÉSION

Coordination SUD a enregistré un nombre important d'adhésion ces dernières années. Pour faire face à cet essor et mieux répondre aux enjeux à venir, Coordination SUD souhaite se doter d'une stratégie d'adhésion qui assurera un pilotage politique et stratégique de l'attractivité du collectif. La redéfinition d'une nouvelle procédure d'adhésion assurera une instruction des candidatures en lien avec les valeurs, les missions et les principes éthiques réaffirmés du collectif, et ce dans la recherche d'une transparence accrue. Un groupe composé de membres du Conseil d'administration est mandaté pour travailler sur ce chantier et faire des propositions au CA en vue d'une adoption définitive fin 2019.

RÉFÉRENTE CA	Marie Aarninck (Acting for Life).
SECRÉTARIAT	Myriam Coulibaly (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Acting For Life, CLONG-Volontariat, CRID, Étudiants et Développement, Secours Islamique France, Reynald Blion (directeur exécutif, Coordination SUD).

LES GROUPES DE TRAVAIL AD HOC

O COPIL G7

La constitution d'un comité de pilotage G7 a été décidé en janvier 2018 pour suivre le processus G7 sous présidence française. Il a pour tâche de :

- ▶ définir les sujets à traiter, élaborer des priorités stratégiques, faciliter l'élaboration et la diffusion de documents de position commune;
- ▶ organiser les rencontres politiques en s'appuyant sur les différentes commissions de Coordination SUD ;
- ▶ élaborer une stratégie de communication en interaction avec les autres espaces et initiatives sur le sujet ;
- ▶ valoriser et faire écho aux initiatives portées, notamment, par les membres de Coordination SUD ;
- ▶ faire le lien avec les plateformes internationales investies (Forus, G7 Global Taskforce, C20).

RÉFÉRENT CA	Bruno Rivalan (Action Santé Mondiale).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, ATD Quart Monde, AVSF, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, CRID, GERES, Plan International, Oxfam France, Solidarité Sida, WWF.

@ GROUPE LOP-DSI

Décidée lors du Conseil d'administration du 18 mai 2018, la création du groupe de travail LOP-DSI répondait au besoin de mettre en place un espace d'échanges et de suivi sur la révision de la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale. Ce groupe de travail assure le lien avec les commissions, les membres et les partenaires de Coordination SUD. Il participe aux consultations organisées par le MEAE en amont de la préparation du projet de loi et prépare les productions de Coordination SUD sur le sujet.

RÉFÉRENTE CA	Cécile Duflot (Oxfam France).
SECRÉTARIAT	Yann Illiaquer (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	4D, Action Santé Mondiale, AVSF, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, CLONG-Volontariat, Forim, Groupe Initiatives, La Chaîne de l'Espoir, Oxfam France, Plan International France, Solidarités International, Solidarité Sida.
LISTE DES INVITÉS	Coalition Éducation, Coalition Eau, ONE en France.

© GROUPE TRAVAIL RÉVISION CHARTE ÉTHIQUE DE COORDINATION SUD

Suite aux révélations faites par les médias au sujet d'abus sexuels commis par des personnels d'ONG, Coordination SUD, sur décision du CA, a mandaté un groupe de travail *ad hoc* pour refondre l'intégralité de sa Charte éthique.

Ce groupe de travail a pour objectif de proposer et accompagner le processus de révision de la Charte éthique de Coordination SUD et de ses organisations membres « *Une éthique partagée* », en vue de son adoption à l'Assemblée générale de Coordination SUD. Une réflexion est également ouverte sur les modalités d'accompagnement des membres en vue de garantir le bon respect de la charte, en lien avec la Stratégie d'adhésion de Coordination SUD.

RÉFÉRENT CA	Gilles Paillard (SOS-Villages d'Enfants) puis Vincent Pradier (Étudiants et Développement).
SECRÉTARIAT	Leslie Sobaga (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Acting for Life, CLONG-Volontariat, Cnajep, Électriciens Sans Frontières, Étudiants et Développement, Experts Solidaires, Forim, Groupe Initiatives, Myriam Coulibaly (Coordination SUD).

O STRATÉGIE TERRITORIALE

La planification stratégique 2017-2022 prévoit que Coordination SUD développe son lien aux territoires en France, en lien notamment avec le CRID, les collectifs associatifs régionaux de solidarité internationale, les Mouvements associatifs régionaux et tous les autres acteurs et actrices pertinentes pour valoriser la solidarité internationale et l'action des ONG.

Un comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en place de cette stratégie territoriale a été constitué. Il s'agit d'améliorer la prise en compte par Coordination SUD des acteurs et actrices en région et de renforcer leurs capacités, autour de quatre objectifs :

- ▶ politique : développer la reconnaissance des acteurs et actrices de solidarité internationale et créer des espaces d'échanges pour converger en région ;
- ▶ financement : faire converger les informations et faciliter l'accès aux fonds nationaux et européens pour les acteurs et actrices locaux :
- ▶ structuration : renforcer la circulation de l'information et la connaissance des actions existantes ;
- ▶ administratif : valoriser les compétences et les connaissances des acteurs et actrices en territoire en la matière.

RÉFÉRENT CA	Benoît Faucheux (CCFD-Terre solidaire).
SECRÉTARIAT	Matthieu Moriamez (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	CCFD-Terre Solidaire, CLONG-Volontariat, CRID, Étudiants et Développement, Forim, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

LES CLUBS MÉTIERS

Objectif: promouvoir les échanges de pratiques sur des problématiques techniques ou métiers. En 2018, quatre clubs métiers sont opérationnels: Ressources humaines, Communication, Gestion financière et Cofinancements.

O CLUB MÉTIER COFINANCEMENTS

Le club métier Cofinancements aborde les questions pratiques liées à l'accès et à la gestion des cofinancements des bailleurs (nationaux, européens et internationaux). Il vise ainsi à renforcer les capacités des membres via la définition de bonnes pratiques liées au suivi des projets et à leur compte-rendu, le partage d'outils et de systèmes, la définition de démarches, de procédures, de méthodologies pouvant répondre concrètement aux problèmes rencontrés par les membres des groupes.

SECRÉTARIAT Agathe Lo Presti (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Action contre la Faim, ActionAid France - Peuples solidaires, Aide et Action, AVSF, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, Eau Vive, Ensemble Contre la Peine de Mort, Étudiants et Développement, Handicap International - Humanité & Inclusion, Inter Aide, Médecins du Monde, Migrations et Développement, Plan International France, Première Urgence Internationale, Secours Islamique France, Solidarité Laïque, Solidarités International.

@ CLUB MÉTIER COMMUNICATION

Le club métier Communication réunit 288 personnes chargées et responsables de communication des associations membres. Son objectif est de faciliter l'échange de pratiques, d'informations et la mutualisation d'outils sur la communication au sein des ONG. Le club métier est structuré autour d'un groupe d'échange dédié sur MAIA. Parmi ses actions, des sessions d'information, de formation, de débat et de mise en réseau sont organisées.

SECRÉTARIAT Bénédicte Bimoko, Olivier Jablonski (Coordination SUD).

LISTE DES MEMBRES

Personnes chargées et responsables de communication des associations membres.

© CLUB MÉTIER GESTION FINANCIÈRE

Le club métier Gestion financière réunit des personnes responsables des services administratifs et financiers souhaitant échanger sur leurs pratiques. Deux sous-groupes de travail portent respectivement sur la recherche d'outils de système d'information et de gestion financière, l'accompagnement des partenaires sur le terrain. D'autres thématiques sont également abordées en réunion plénière en lien avec la gestion financière et comptable : transferts financiers, RGPD, gestion des coûts partagés dans le cadre des contrats UE.

SECRÉTARIAT	Jean-Luc Galbrun (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	ACTED, Acting for Life, Action contre la Faim, Alima, Asmae-Association Sœur Emmanuelle, AVSF, CARE France, CartONG, CCFD-Terre Solidaire, CIDR, Clowns Sans Frontières France, CRID, DCC, Ensemble Contre la Peine de Mort, Étudiants et Développement, Éducasol, Élevages Sans Frontières, Entraide Médicale Internationale, Équilibres & Populations, Fondem, Fondation Plan International France, Frères des Hommes, GERES, GREF, Gret, Handicap International - Humanité & Inclusion, IECD, Initiative Développement, Iram, la Chaîne de l'Espoir, Médecins du Monde, Migrations et Développement, OPC, Ordre de Malte France, Partage, Prisonniers Sans Frontières, Première Urgence Internationale, Samusocial International, Secours Populaire Français, Sherpa, Solidarités International, Solthis, SOS Villages d'Enfants, Transparency International France, Triangle Génération Humanitaire.
LISTE DES INVITÉS	Croix-Rouge Française, Forus, Groupe URD.

O CLUB MÉTIER RESSOURCES HUMAINES

Le club métier Ressources humaines rassemble des personnes chargées ou responsables RH ainsi que des directeurs et directrices d'ONG. Il a pour objectif de faciliter l'échange d'information et de pratiques, d'harmoniser les compétences, de favoriser la mutualisation d'outils afin d'améliorer la gestion des ressources humaines au sein des ONG. Ce club métier est organisé en deux sousgroupes : le groupe RH 1 rassemblant les ONG dont les effectifs siège sont inférieurs à 50 ETP et le groupe RH 2 rassemblant quant à lui les ONG dont les effectifs siège sont supérieurs ou égaux à 50 ETP. Des ateliers d'information communs sont, par ailleurs, organisés à la demande en fonction des besoins.

SECRÉTARIAT	Agathe Lo Presti, précédemment Emmeline Guerin (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Groupe 1: Acting for Life, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, AVSF, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, CRID, DCC, Ensemble Contre la Peine de Mort, Entrepreneurs du Monde, Équillibres & Populations, GERES, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, IECD, Initiative Développement, Inter Aide, Oxfam France, Partage, Plan International France, Solthis, Transparency. Groupe 2: Action contre la Faim, Asmae - Association Sœur Emmanuelle, Gret, Handicap International – Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale, Solidarités International, Triangle Génération Humanitaire.
LISTE DES INVITÉS	Croix-Rouge Française, Médecins Sans Frontières.

LES INSTANCES DU FONDS DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL (FRIO)

Objectif: appuyer les ONG françaises dans leur démarche de professionnalisation via le cofinancement de prestations externes nécessaires à la démarche de renforcement engagée. Accroître les capacités organisationnelles et institutionnelles des ONG par la mutualisation et le partage des expériences issues des actions cofinancées.

O COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le comité de surveillance assure les fonctions d'orientation stratégique du fonds, de définition des règles de fonctionnement et de choix d'études d'intérêt général. Il nomme également les membres du comité de décision pour un mandat de deux ans. En raison du lancement de l'ONGLAB et de la fin d'un conventionnement spécifique pour le fonds (le financement du dispositif étant désormais intégré à la convention d'intérêt général de Coordination SUD), le Conseil d'administration de Coordination SUD a décidé la suppression de cette instance. Désormais, les orientations stratégiques du fonds sont validées par le Conseil d'administration.

RÉFÉRENT CA	Philippe Jahshan (président, Coordination SUD).
SECRÉTARIAT	Catherine Tudal, Diane Vioujard, précédemment Jackeline Rojas puis Emmeline Guerin (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Catherine Alvarez (Asmae - Association Sœur Emmanuelle), Bénédicte Hermelin (Coordination SUD), Benoît-Xavier Loridon (Initiative Développement). Représentant du comité de décision : Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action).
MEMBRE OBSERVATEUR AFD	Marie-Violaine Biancarelli (chargée de mission DPA/OSC).
REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	Pierre Raynaud (chef du pôle Société civile, délégation pour les relations avec la Société civile).

Q COMITÉ DE DÉCISION

Le comité de décision assure les fonctions d'examen et de sélection des actions de renforcement proposées par les ONG ainsi que du choix des thèmes de capitalisation pour le bénéfice du collectif. Il donne les autorisations d'engagements du fonds sur les dossiers retenus. Il examine les activités régulières du fonds.

SECRÉTARIAT	Leslie Sobaga, Catherine Tudal, précédemment Emmeline Guerin et Jackeline Rojas (Coordination SUD).
LISTE DES MEMBRES	Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action), Clotilde Bato (SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires), Jean-Marc Civière (Projets Plus Actions), Gaëlle Gandema (Initiative Développement), Laurence Janin (Centre Primo Levi), Marina Ogier (CARE France).
MEMBRE OBSERVATEUR AFD	Marie-Violaine Biancarelli (chargée de mission – DPA/OSC).
REPRÉSENTANT AUPRÈS DU COMITÉ DE SURVEILLANCE	Charles-Emmanuel Ballanger (Aide et Action).

Les membres du comité de décision sont nommés, suite à la suppression du comité de surveillance, par le Conseil d'administration de Coordination SUD.

ANNEXE 6 **UNE COMMUNICATION QUI FAIT PEAU NEUVE**

L'année 2018 a été marquée par la poursuite de l'effort autour de la refonte des éléments de discours et de l'identité visuelle de Coordination SUD. Une dynamique dont les premiers résultats s'affichent dès à présent dans ce rapport annuel, avec un nouveau logo et une nouvelle charte graphique.

UNE NOUVELLE IDENTITÉ POUR RASSEMBLER ET AGIR POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Après l'audit de communication réalisé en 2017, il a fallu enclencher la suite du processus : création d'une plateforme de marque qui a permis d'élaborer un nouveau slogan rassembleur pour Coordination SUD, puis un nouveau logo. Parallèlement, la nouvelle stratégie de communication va permettre d'affiner la manière de présenter Coordination SUD en fonction de nos audiences. L'ensemble de ces nouveautés entrera progressivement en action en 2019.

UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LES ÉDITIONS

L'année aura été marquée par un nombre important de publications (33), un rythme soutenu en partie par les deux nouvelles collections lancées l'année précédente : les Notes de SUD (8) et les Fiches Pratiques & outils (5). Moment phare de l'année, la publication de l'Étude Argent et associations de solidarité internationale a permis de fournir un vaste panorama et une série d'analyses sur les ressources et les dépenses du secteur pour la période 2012-2016. Le nombre grandissant de publications ces dernières années, l'évolution des usages de lecture actuels ont amené à se questionner sur notre lectorat via une étude menée avec l'agence Relation d'utilité publique, dont les recommandations seront discutées pour décision en 2019.

DE NOUVEAUX OUTILS WEB EN PLACE

La mise en place d'un programme publicitaire Google grants à l'automne 2017 et effectif en 2018 a permis de limiter la perte d'audience générale du site Internet constatée depuis quelques années, probablement due au vieillissement de l'interface et d'éléments indépendants (évolution du marché de la recherche d'emploi sur Internet). Le programme a permis de valoriser très fortement les services les plus consultés sur le site (emploi, formations) grâce à la diffusion de plus d'un million de publicités dans les résultats de recherche de Google. L'audience générale du site est d'environ 10 millions de page vues par an. L'espace Emploi a par ailleurs été optimisé pour faciliter la publication d'offres de recrutement, avant la refonte générale du site qui aura lieu en 2019.

2018 a été aussi l'année de l'ouverture de MAIA, la plateforme numérique regroupant désormais les 700 participants et participantes inscrites dans une quarantaine de groupes (commissions, clubs métier et groupes divers), démultipliant ainsi les capacités d'échanges et d'archivage documentaire par rapport à l'ancien système des listes de diffusion.

ANNEXE 7 LISTE DES RENDEZ-VOUS EXTÉRIEURS 2018

DIALOGUE POLITIQUE ET GÉNÉRAL

- ▶16 mai: rendez-vous avec le député Hervé Berville (LREM).
- ▶ 6 juin : présentation par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE de la revue par les pairs de la politique française de coopération pour le développement à laquelle Coordination SUD a été associée.
- ▶5 septembre : rendez-vous avec Jean-Marc Berthon et Jennifer Moreau, en charge des questions de développement à la cellule diplomatique de l'Élysée.
- ▶ 25 octobre : rendez-vous avec Emmanuel Lenain, conseiller diplomatique du Premier ministre et Jennifer Moreau, conseillère développement de l'Élysée et de Matignon.

RÉUNIONS DU CNDSI

- ▶ Trois réunions plénières du Conseil les 27 avril, 20 juin, 16 novembre.
- ▶ Une réunion format CNDSI élargi le 22 février.
- ▶ Trois réunions du Bureau préparatoires (18 janvier, 9 avril et 13 septembre).
- ▶ Trois réunions du collège ONG du CNDSI (30 mars, 18 juin et 12 octobre).
- ▶ Six réunions du groupe de travail Présidence française du G7 (25 juin, 18 juillet, 25 septembre, 22 octobre, 20 novembre et 19 décembre).

RENCONTRES SUR L'APD ET LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

- ▶ 11 avril: rencontre avec les sénateurs Yvon Collin et Jean-Claude Requier (Groupe du Rassemblement démocratique et social européen - RDSE).
- ▶ 23 mai : audition par le groupe d'étude Coopération au développement de l'Assemblée nationale.
- ▶ 6 juillet : rencontre avec Jérôme Dupuis et Hubert de Milly, respectivement chef de projets partenariats OSC et chargé de mission Agenda du développement durable (AFD).
- ▶ 27 septembre : rencontre avec le député Hubert Julien-Laferrière (LREM).
- ▶ 2 octobre : rendez-vous avec les députés Jean-Paul Lecoq et Fabien Roussel (PCF).
- ▶ 9 octobre : rencontre avec le député Hervé Berville (LREM).
- ▶ 10 octobre : entretiens avec les député·e·s Frédéric Barbier, Aina Kuric, Rodrigue Kokouendo, Monica Michel (LREM) et Frédéric Petit (MoDem).
- ▶ 15 octobre : rendez-vous avec le député Frédéric Descrozaille (LREM).
- ▶ 23 octobre : échanges avec la députée Bérengère Poletti (LR).
- ▶7 novembre : rencontre avec le député Sylvain Waserman (MoDem).

RENCONTRES SUR LES SUJETS HUMANITAIRES

- ▶ 16 janvier : comité de pilotage de la Conférence nationale humanitaire (CNH).
- ▶ 20 février: Groupe de concertation humanitaire (GCH), en présence de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.
- ▶ 31 janvier : rencontre avec le député Fabien Gouttefarde, président du groupe d'études sur l'action humanitaire de l'Assemblée nationale.
- ▶ 14 mars : comité de pilotage de la CNH.
- ▶ 22 mars : rencontre avec les député·e·s français LREM Hugues Renson (Paris), Mireille Clapot (Drôme), vice-présidente de la commission des Affaires étrangères, Delphine O, (Paris Gwendal Rouillard, (Morbihan), Joachim Son-Forget, (député des Français établis hors de France), Hubert Berville (porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée).
- ▶ 22 mars: CNH, présidée par Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.
- ▶ 26 avril: GCH.
- ▶ 12 avril : réunion avec le Centre de crise et de soutien (CDCS) sur la DG ECHO.
- ▶2juillet: GCH.
- ▶ 10 juillet: 10 ans du CDCS, présidée par Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.
- ▶ 6 septembre : rencontre avec le député Fabien Gouttefarde, président du groupe d'études sur l'action humanitaire de l'Assemblée nationale.
- ▶ 13 septembre: GCH.
- ▶ 26 septembre : rencontre à Coordination SUD avec Eric Chevallier, directeur du CDSC.
- ▶ 26 novembre: GCH.

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES EUROPÉENNES

- ▶ 23 mars : rendez-vous avec François Legué, sous-directeur du Développement durable, direction générale de la Mondialisation, MEAE.
- ▶ 10 juillet : audition parlementaire dans le cadre de la « Mission d'information sur l'Afrique : quel nouveau partenariat avec l'Afrique après Cotonou? », avec Jérôme Lambert (Affaires étrangères, Nouvelle Gauche, Charente, 3º circonscription) et Valérie Thomas (Affaires étrangères, LREM, Puy-de-Dôme, 1re circonscription).
- ▶ 8 octobre : rendez-vous au Secrétariat général des Affaires européennes avec Salvatore Serravalle, secrétaire général adjoint ; Aurélien Billot, chef du secteur Relex Afrique et Yves Mercier, adjoint au chef du secteur Relex Afrique.
- ▶ 9 octobre : rendez-vous avec Aymeric Chuzeville, sous-directeur du Développement durable, direction générale de la Mondialisa-
- ▶ 23 octobre : rendez-vous avec Anne Boillon, directrice de cabinet de Jean-Baptiste Lemoyne et Constance Jacquin, conseillère auprès du ministre en charge des Relations avec le Parlement et les Élus, du développement et de la solidarité internationale auprès de Jean-Baptiste Lemoyne.
- ▶ 18 décembre : rendez-vous au MEAE avec Anne Boillon, directrice de cabinet de Jean-Baptiste Lemoyne et Constance Jacquin, conseillère auprès du ministre en charge des Relations avec le Parlement et les Élus, du développement et de la solidarité internationale auprès de Jean-Baptiste Lemoyne; à la direction de l'Union européenne, sous-direction des relations extérieures Sophie Villette (adjointe au sous-directeur); Étienne (rédacteur); Ophélie Tardieu, direction générale de la Mondialisation, mission de la gouvernance démocratique (conseillère Migrations) ; Grégoire Martin-Lauzer, direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie - sous-direction des droits de l'Homme et des Affaires humanitaires (rédacteur); Delphine Auzanneau, direction générale de la Mondialisation, sous-direction des politiques du développement (rédactrice).

RENCONTRES SUR LE GENRE

- ▶ 24 avril, 26 juin et 10 décembre : rencontres de la Plateforme Genre & Développement, espace de concertation sur les politiques de genre entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile française.
- ▶ 27 septembre : rendez-vous avec les députées Mireille Clapot et Céline Calvez (LREM), respectivement vice-présidente de la commission des Affaires étrangères puis membre de la délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- ▶ 18 octobre : colloque à l'Assemblée nationale organisé par Équilibres & Populations et CARE France, membres de la commission Genre et développement de Coordination SUD, sur les thèmes genre et G7.
- ▶ 30 octobre : rendez-vous avec la députée Marie-Pierre Rixain (LREM), présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- ▶ 11 décembre : atelier final du projet de transversalisation du genre mené en partenariat avec le F3E et le financement de l'AFD.

RENCONTRES SUR LES MIGRATIONS

- ▶2 mars: rendez-vous avec l'ambassadeur Migrations Teixeira.
- ▶ 15 février, 20 mars, 26 avril, 30 mai : réunions en lien avec le Cadre national de suivi du plan d'action « Migrations internationales et développement » piloté par l'AFD, réunissant entre autres des représentants et représentantes du MEAE, du ministère de l'Intérieur, d'Expertise France, de l'OFII et de Civipol.
- ▶ 5 avril : atelier de Coordination SUD sur le Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique, réunissant des intervenants et intervenantes du MEAE, du Service européen de l'action extérieure, du Parlement Européen et d'ONG françaises et européennes.

RENCONTRES SUR L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE

- ▶16 mai: atelier d'échange dans le cadre de la mission Berville.
- ▶ 28 juin : journée environnement favorable à l'AFD.
- ▶ 11 octobre : rencontre avec Jérémy Robert, conseiller de Jean-Yves Le Drian (MEAE).

RENCONTRES SUR L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES ONG ET LES CHANTIERS CIT-OSC AVEC L'AFD

- ▶16 janvier: réunion de concertation Fisong alphabétisation au Sahel.
- ▶ 17 janvier: réunion des parties prenantes à l'AFD concernant le CIT-OSC 2018-2023.
- ▶ 4 avril : réunion de présentation APCC sécurité alimentaire.
- ▶ 17 avril : réunion de concertation dispositif FFEM.
- ▶ 25 mai: réunion de présentation AMI 2018.
- ▶ 28 mai: réunion direction AFD avec le CA de Coordination SUD.
- ▶ 28 juin : réunion de coordination de l'Alliance Sahel.
- ▶ 3 septembre : réunion dialogue AFD Coordination SUD.
- ▶ 6 septembre : réunion de présentation APCC Mauritanie.
- ▶12 septembre : réunion dialogue AFD OSC.
- ▶ 17 septembre : réunion de présentation APCC Crise Centrafricaine.
- ▶8 octobre : réunion de coordination Fonds Minka.
- ▶8 novembre : réunion d'organisation du dialogue CIT-OSC.
- ▶ 23 novembre : réunion dialogue avec la direction des opérations.
- ▶ 20 décembre : réunion groupe dispositif I-OSC dialogue CIT-OSC.

RENCONTRES SUR LES ODD

- ▶ 17 janvier: réunion au Commissariat général au Développement durable entre Laurence Monnoyer-Smith, déléguée interministérielle au Développement durable et les OSC.
- ▶ 21 février: rencontre au ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) avec le cabinet de Nicolas Hulot.
- ▶ 1er février, 6 avril et 2 mai: réunions au Conseil national à l'information statistique sur les indicateurs de suivi développement durable de la France.
- ▶ Six réunions au MTES du groupe de travail « suivi et mise en œuvre des ODD ».
- ▶ Quatre réunions au MTES du groupe de travail « Vision 2030 ».
- ▶ 3 décembre : Assises de la coopération internationale, région Bourgogne Franche-Comté.

RENCONTRES SUR LE CLIMAT

- ▶ 14 mai: rencontre avec la division Climat de l'AFD.
- ▶ 19 juillet : comité de pilotage facilité Adapt'Action (AFD et Expertise France).
- ▶ 27 septembre : rencontre avec la DPA/OSC (AFD).
- ▶ 11 octobre : présentation de la stratégie du FFEM.
- ▶ 3-14 décembre : COP24, Katowice (Pologne).

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES DE SANTÉ

- ▶ 4 mai, 26 juillet, 14 septembre et 14 décembre : réunions du comité de pilotage (MEAE, MSS, AFD, Expertise France, IRD, et du groupe de travail RSS de Coordination SUD) pour l'organisation d'un atelier sur le renforcement des systèmes de santé.
- ▶ 12 juin et 25 septembre : réunion avec la division Santé de l'AFD.
- ▶ 26 juin : atelier Santé-Sahel organisée par l'AFD et Expertise France.
- ▶ 2 et 5 juillet: participations au séminaire annuel des conseillers et conseillères régionaux en santé mondiale (CRSM).
- ▶ 31 octobre : réunion avec Michèle Boccoz, directrice adjointe de l'OMS en charge des relations avec la société civile, sur le nouveau plan d'action de l'OMS et la cadre de travail avec les ONG.

RENCONTRES SUR LES POLITIQUES AGRICOLES

- ▶ 15 janvier : atelier sur la politique agricole commune et la politique commerciale européenne en présence d'Elisabeth Claverie de Saint Martin, directrice adjointe de la direction du Développement durable au MEAE; Frédéric Lambert, chef du service Europe et international au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation; et Olivier Coupleux, responsable pour l'Afrique de l'Ouest à la direction générale du Commerce (DG Trade).
- ▶ 1er semestre: participation aux ateliers des États généraux de l'alimentation.
- ▶ 28 février: contribution de la C2A à la stratégie Europe et internationale 2018-2022 du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.
- ▶ 3-5 avril : symposium agroécologie de la FAO.
- ▶ 13-19 octobre : comité de la sécurité alimentaire.
- ▶ 29 novembre : échange avec Jérôme Spinoza, conseiller au MEAE sur « l'Initiative verte ».

ANNEXE 8 **BILAN DU FRIO**

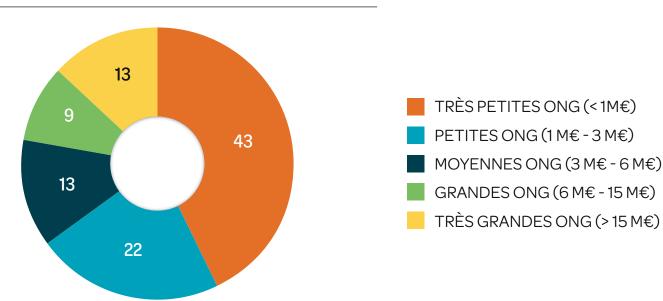
131 ONG accompagnées depuis 2007, dont 39 % d'ONG non membres de Coordination SUD. Plus de 190 projets de renforcement cofinancés. Une vingtaine de projets de renforcement étudiés chaque année.

Depuis 2007, l'appui à la définition de stratégie apparaît comme le principal besoin de renforcement des ONG (43 % des accompagnements soutenus). Les réflexions stratégiques portent sur la révision ou l'élaboration de projets associatifs, la définition de plans de développement stratégiques (rapprochement-fusion, intégration à des réseaux internationaux, changement d'échelle). Ces démarches permettent également d'aborder des volets plus spécifiques et sensibles au sein des ONG, tels que la gouvernance ou la révision des modalités d'intervention au Sud. Il est alors courant de voir s'insérer dans ces projets la définition de stratégies plus spécifiques telles que les stratégies de partenariat.

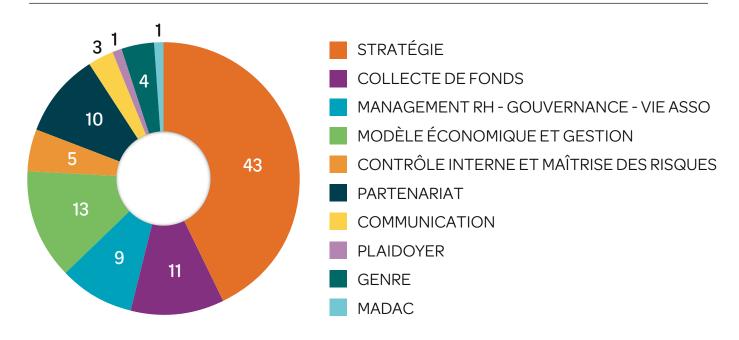
Les questions de consolidation des modèles économiques occupent également une place centrale pour les ONG. Traitées par le biais de la collecte de fonds, d'appuis à la définition de nouveaux modèles économiques ou au travers de la mise en place d'outils de gestion financière et budgétaire adaptés, elles représentent 21 % des accompagnements soutenus par le dispositif depuis sa création, plaçant le renforcement de l'assise financière des ONG comme le second axe d'intervention du dispositif.

Enfin, les enjeux de management et de RH, couplés à l'amélioration du fonctionnement interne des ONG, demeurent prégnants. Les problématiques alors soulevées couvrent l'organisation du travail, le climat social, les procédures RH, le contrôle interne, l'accompagnement de direction ou encore les systèmes d'information. Les questions de gouvernance et de vie associative y sont également abordées à certaines occasions.

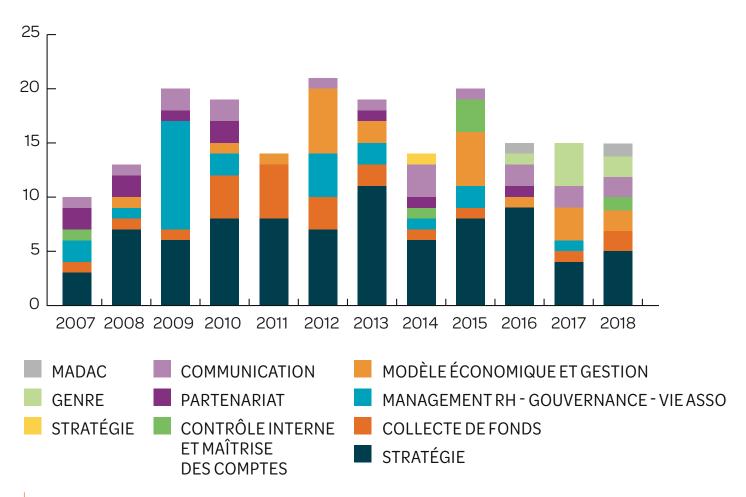
RÉPARTITION DES ONG ACCOMPAGNÉES PAR TAILLE DE BUDGET DEPUIS 2007 (EN %)



RÉPARTITION DES ACCOMPAGNEMENTS PAR THÉMATIQUE DEPUIS 2007 (EN %)



ÉVOLUTION DES PROFILS DES BESOINS DEPUIS 2007 (PAR NOMBRE DE DOSSIERS)



ANNEXE 9

LISTE DES PUBLICATIONS 2018

ANALYSES & POSITIONS	Pour un Parlement acteur des objectifs de développement durable, document d'analyse, janvier
	Analyse de la Stratégie internationale de la France pour l'égalité femmes-hommes 2018-2022, document de position, mai
	La prise en compte des migrations dans le Cadre financier pluriannuel, document de position, mai
	Les enjeux du Cadre financier pluriannuel, document d'analyse, juin
	Pour une augmentation des financements publics des ONG françaises, actualisation, octobre
	Projet de loi de finances 2019 : mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre des engagements présidentiels, octobre
ÉTUDES & CAPITALISATION	Les mésoprojets de solidarité internationale, étude, janvier
	La création de marque associative : comment et pourquoi ?, capitalisation, février
	Argent & Associations de solidarité internationale 2012-2016, étude, mars
	Comment rendre plus agile ma gouvernance, étude, juillet
FORMATION	Programme des formations 2018, janvier
VIE ASSOCIATIVE	Rapport annuel 2017, juin
FICHE PRATIQUES & OUTILS	Aide alimentaire programmée, août
	Intégration de l'approche genre dans le secteur sportif en France, juin
	Intégration de l'approche genre dans les accords de paix en Colombie, février
	Maîtriser les risques au sein de son ONG, février
	Modèles économiques, août
LES NOTES DE SUD	Les Pôles de croissance agricoles, n°9, janvier
	Garantir la cohérence des politiques pour le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud, n°10, janvier
	PAC et APE : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ?, n°11, janvier
	Politiques climatiques : quelle cohérence avec le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud ?, nº12, janvier
	Politiques et initiatives d'investissements européennes dans l'agriculture : quelle cohérence avec le développement des agricultures, n°13, janvier
	Défendre les droits des paysannes et des paysans : pour une Déclaration des Nations unies, n°14, janvier
	Fortification, biofortification et lutte contre la malnutrition : état des lieux et débats, n°15, février
	Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique : l'approche française, n°16, mars
LES NOUVELLES DE SUD	Publication trimestrielle : printemps, été, automne, hiver 2018

ANNEXE 10 SIGLES & ABRÉVIATIONS

AADH Alliance des avocats pour les droits de l'Homme

AFD Agence française de développement

APCC Financement des interventions dans les contextes de fragilité, de crise et de post-crise, AFD

APD Aide publique au développement

ARB Division Agriculture, Développement rural et Biodiversité, AFD

ASI Association de solidarité internationale

BAFR Bulletin sur les actualités des financements et des ressources

C7 Civil 7, groupe d'engagement de la société civile dans le cadre du G7

CAD Comité d'aide au développement, OCDE

CCA Commission Agriculture et alimentation, Coordination SUD
CCD Commission Climat et développement, Coordination SUD

CDCS Centre de crise et de soutien, MEAE

CFP Cadre financier pluriannuel

CIT Cadre d'intervention transversal, AFD

CIS Cadre d'intervention sectoriel, AFD

CICID Comité interministériel de la coopération internationale et du développement

CNDSI Conseil national du développement et de la solidarité internationale

CNH Conférence nationale humanitaire

COJ Conseil d'orientation des politiques de jeunesse rattaché au Premier ministre

COHAFA Groupe Aide humanitaire et aide alimentaire, Union européenne

CONCORD Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement

COFRI Commission Financement et renforcement institutionnel, Coordination SUD

COSIM Collectif des organisations issues des migrations
CPD Cohérence des politiques pour le développement

CRSM Conseillers et conseillères régionaux en santé mondiale

CSA Comité pour la sécurité alimentaire, FAO

DOS Document d'orientation stratégique

DEVCODirection générale Développement et Coopération, Union européenne

DFID Département pour le Développement international (agence britannique d'aide au développement)

DIH Droit international humanitaire

DJEPVA Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

DPA-OSC Département du Partenariat avec les organisations de la société civile, AFD

DGM-CIV Délégation pour les Relations avec la société civile et les Partenariats, ministère de l'Europe

et des Affaires étrangères (MEAE)

ECSI Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Économie sociale et solidaire **ESS** Équivalent temps plein (emploi) **ETP**

Office humanitaire de la Commission européenne **ECHO**

Fonds français pour l'environnement mondial **FFEM**

Forum international des plateformes nationales d'ONG, devenu Forus en septembre 2018 FIP/FORUS

Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique **FFU**

FUH Fonds d'urgence humanitaire

FISONG Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG, AFD

FRIO Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel, Coordination SUD

Groupe de concertation humanitaire **GCH**

GIEC Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire **GISA**

Haut conseil à l'égalité femmes-hommes **HCEfh**

Dispositif Initiatives ONG, AFD **I-ONG**

Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale LOP-DSI

LREM La « République en marche »

Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue **MADAC**

Plateforme collaborative, Coordination SUD **MAIA**

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères **MEAE**

NEXUS Lien urgence-développement

Ministère de l'Intérieur **MININT**

Ministère de la Transition écologique et solidaire **MTES**

Note d'initiative ONG, AFD NIONG

OCDE Organisation de coopération et de développement économique

Objectifs de développement durable **ODD** Office français immigration intégration **OFII** OSI Organisation de solidarité internationale

OSC Organisation de la société civile

Programme d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat **PAMOC**

Projet de loi de finances **PLF**

Protection contre l'exploitation et les abus sexuels **PSEA**

Guide pratique des procédures pour les contrats d'aide extérieure de l'UE **PRAG**

Groupe du Rassemblement démocratique et social européen **RDSE**

Règlement général sur la protection des données **RGPD**

RNB Revenu national brut

Renforcement des systèmes de santé **RSS**

Stratégie humanitaire de la République française **SHRF**

Taxe sur les transactions financières TTF

Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies **VOICE**

Women 7, groupe d'engagement des organisations féministes dans le cadre du G7 **W7**



Rassembler et agir pour la Solidarité internationale



COORDINATION SUD

14 passage Dubail 75010 Paris Tél.: 01 44 72 93 72 sud@coordinationsud.org www.coordinationsud.org